

**En difficulté : les entreprises demandent l'aide de l'Etat**

Lire l'article de Z. Mehdaoui page 4

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information  
D'ORAN

**ASSISTANCE DES FAMILLES CONFINÉES,  
TRAVAILLEURS JOURNALIERS...  
Les promesses  
du Premier ministre**

Lire l'article de Houari Barti et Tahar Mansour page 2



**BLIDA J7**  
**Le nombre de cas confirmés en nette augmentation**

Lire l'article de Tahar Mansour P.3



**CRISE À L'HÔPITAL DE BOUFARIK**  
**Le SNPSSP accuse des «syndicats rivaux»**

P.3

**UTILISATION DE L'HYDROXYCHLOROQUINE**  
**Les résultats ne se manifestent sur le patient qu'au bout de 10 jours** P.2



**LES CENTRES ANTI-CANCER RÉADAPTENT LEURS PROGRAMMES**  
**Des rendez-vous ajournés, des chirurgies et des consultations annulées**

Lire l'article de M. Aziza page 4

## Assistance des familles confinées, travailleurs journaliers... **Les promesses du Premier ministre**

**«Aucun Algérien ne sera laissé sans assistance», dans la conjoncture que traverse le pays, en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a promis, hier, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à partir de Blida, épicentre de l'épidémie, wilaya qui totalise à ce jour, près de la moitié des cas confirmés sur l'ensemble du territoire national.**

Houari Barti et Tahar Mansour

Le Premier Ministre a également renouvelé l'engagement de l'Etat, dans le cadre des mécanismes de solidarité, à répondre aux besoins des familles confinées et prendre en charge les travailleurs journaliers, qui ne peuvent du fait du confinement percevoir des revenus.

M. Djerad a, en effet, assuré, à l'occasion d'une visite d'inspection qu'il a effectuée, hier, à l'hôpital 'Frantz Fanon', que «grâce aux mécanismes de solidarité mis en place par l'Etat, associés à l'élan spontané de solidarité des citoyens dans la wilaya de Blida et à travers l'ensemble du territoire national, aucun Algérien ne sera laissé sans assistance».

Et de souligner en adoptant un discours résolument rassurant: l'Etat algérien «n'abandonnera aucune famille algérienne, où qu'elle soit, dans les montagnes, dans les villes, dans les villages ou dans les régions sahariennes», et ce, a-t-il précisé, «en dépit de la situation financière difficile que connaît le pays, en raison de la chute des cours du pétrole».

M. Djerad a rappelé, dans ce cadre, la mise en place de mécanismes de solidarité avec des démembrements locaux, pour répondre aux besoins des familles confinées et prendre en charge les travailleurs journaliers, qui ne peuvent du fait du confinement percevoir des revenus. «La conjugaison de nos efforts et notre union, nous permettra de faire face à cette crise sanitaire», a-t-il ajouté. Soulignant l'existence d'une crise sanitaire, M. Djerad a rassuré les citoyens quant à l'absence d'une quelconque crise alimentaire ou d'approvisionnement, assurant que le Gouvernement avait pris «toutes les dispositions en vue d'assurer un approvisionnement permanent et suffisant des marchés en différents produits agricoles et alimentaires».

Pour M. Djerad l'Algérie «est, Dieu merci, à l'abri de toute pénurie de denrées alimentaires. De même pour nos moyens de production qui pourront répondre aux besoins alimentaires à long terme». L'Etat a prouvé, a-t-il souligné, qu'il était en mesure de garantir la disponibilité des produits alimentaires, à tous les citoyens.

Accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud et du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, le Premier ministre n'a pas manqué, par ailleurs, à l'occasion de cette visite, de s'incliner devant la mémoire des victimes du nouveau coronavirus (Covid-19) qui a fait, jusqu'à présent, 31 morts, mettant en exergue les efforts consentis par les staffs médicaux pour la prise en charge des malades. A l'hôpital 'Frantz Fanon' qui accueille plusieurs cas confirmés de nouveau coronavirus, M. Djerad a ainsi observé une minute de silence.

ce à la mémoire des victimes de cette pandémie. Il a ainsi mis en avant les efforts considérables que ne cessent de déployer les équipes médicales pour la prise en charge des malades, avant de rendre hommage à l'ambulancier de l'hôpital de Boufarik, décédé de ce virus en accomplissant son devoir professionnel, ainsi qu'au Pr. Si Ahmed, décédé, hier matin. Le Premier ministre a en outre, salué l'esprit de patriotisme et le professionnalisme dont font preuve tous les éléments des corps médical, public et privé, «piliers de notre système sanitaire». «Je vous affirme, sans exagération aucune, que vous êtes à l'avant-garde de la défense et la véritable armée du système de santé, dans notre pays», a-t-il lancé à l'adresse de ces professionnels de la santé.

Abdelaziz Djerad a également inspecté un nouveau service de réanimation à l'hôpital Frantz Fanon, mis en service récemment pour la prise en charge des personnes infectées par le coronavirus. Cette nouvelle unité de réanimation des personnes atteintes de coronavirus, qui devait initialement abriter un service ORL, dispose de 60 lits équipés d'appareils respiratoires modernes et prend en charge actuellement 26 malades.

Lors de cette halte, le ministre a indiqué que «la crise sanitaire à laquelle est confronté le pays a révélé de nombreuses lacunes dans le secteur de la Santé que nous nous efforcerons de corriger à l'avenir en construisant un système de santé fort».

Et d'ajouter que cette crise a montré que les compétences algériennes sont toujours présentes dans notre pays et qu'elles travaillent jour et nuit dans les hôpitaux et les universités pour éléver le niveau scientifique et académique et former des cadres scientifiques aux grandes compétences.

M. Djerad a par ailleurs promis que «l'Etat assurera tous les moyens de prévention et de protection aux personnels de la santé». Les praticiens spécialistes de chaque wilaya, a ajouté le premier ministre, seront dotés de tous les moyens. «La préservation de la sécurité et de la santé des personnels de la santé publique et privée est non seulement une nécessité mais également un axe principal dans la stratégie de l'Etat face à la pandémie du coronavirus», a conclu le premier ministre.

En marge de sa visite, le premier ministre a appelé les donateurs, bienfaiteurs et bénévoles à ne pas s'afficher sur les réseaux sociaux, au contraire, il faudrait que cela soit fait dans le secret.

Pour rappel, et afin limiter la propagation du virus dans cette wilaya qui enregistre le plus grand nombre de cas confirmés au Covid-19, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait décreté le confinement total, pour une durée de dix jours.



## Utilisation de l'Hydroxychloroquine **Les résultats ne se manifestent sur le patient qu'au bout de 10 jours**

Le membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) en Algérie, Dr Mohamed Bekkati Berkani a affirmé lundi que la réponse des patients à l'hydroxychloroquine ne se manifeste qu'au bout de 10 jours, estimant qu'il était «trop tôt» d'annoncer les résultats au bout de 6 jours seulement de l'utilisation de ce traitement. Dr Bekkati Berkani, également président du Conseil national de l'Ordre des médecins, a précisé à l'APS qu'il était «trop tôt» pour le Comité scientifique de suivre de se prononcer sur la réponse

thérapeutique des patients bénéficiant de l'hydroxychloroquine, dont les résultats ne se manifestent qu'au bout de 10 jours.

Le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière avait, rappelle-t-on, ordonné, il y a 6 jours, aux établissements hospitaliers accueillant les patients atteints du Covid-19, l'utilisation de l'hydroxychloroquine qui a prouvé son efficacité dans le traitement des symptômes du virus dans les pays qui ont adopté ce protocole de traitement.

Dr. Bekkati Berkani a annoncé, par ailleurs, que le Comité scientifi-

que de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus a décidé de la généralisation de la prescription du médicament 1/2 hydroxychloroquine » pour tous les patients atteints du Covid-19 dans tous les services qui prennent en charge les malades, contrairement à ce qui a été décidé, une semaine auparavant, à savoir sa prescription pour les cas aigus seulement.

Le même expert a, d'autre part, exprimé son «soulagement» quant au stock nécessaire et suffisant en «hydroxychloroquine» dont dispose la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH).

## Chaneigha en visite de travail à Blida

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, le général-major Said Chaneigha, effectue aujourd'hui mardi une visite de travail et d'inspection

en 1ère Région militaire, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). La visite «constituera une opportunité pour Monsieur le général-

major pour inspecter quelques unités et présider une réunion d'orientation avec le Commandement et les cadres de la Région», précise la même source.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**Quelle pertinence aura l'application d'une procédure pénale contre toute personne présentant des signes d'atteinte ou qui soit effectivement atteinte par le 'Covid-19', et qui refuserait de se conformer aux prescriptions de soins, de dépistage ou de confinement sanitaire ? Au-delà de son caractère dissuasif, l'application de l'article 187 bis de l'ordonnance 66-156 du 08 juin 1966 portant code pénal, mis à jour à travers une récente instruction du Premier ministre, dont la logique est dictée par le changement des us et coutumes de la vie sociale au temps du coronavirus, risque de ne pas donner des résultats probants, notamment sur le plan de la privation de liberté des coupables. Car l'article en question prévoit une peine de deux (02) à six (06) mois d'emprisonnement et une amende de 20.000 à 100.000 dinars contre ces malades qui « fuient » des lieux où ils se trouvent confinés ou qui refusent de s'astreindre à la quarantaine en attendant les résultats des analyses, et qui commencent sérieusement à faire parler d'eux.**

**Reste à connaître comment appliquer l'emprisonnement d'une personne suspectée ou confirmée porteuse du coronavirus et qu'on devrait, plutôt, prendre en charge sur le plan médical et psychologique. Toute personne qui serait atteinte ou suspectée porteuse du coronavirus, ainsi que tout son environnement, plongerait inévitablement dans la peur panique, face à une maladie qui affole l'humanité. Un combat de la logique 'psy' contre la logique juridique, où il faudrait bien faire la part des choses. L'instruction du Premier ministre et l'article en question, s'inspirant du refus des personnes à s'astreindre à la réquisition des pouvoirs publics qui viserait à les placer en quarantaine ou sous soins dans un hôpital, reste quand même très 'soft', puisque l'as-**

**pect dur de la législation pénale, qui pourrait qualifier de criminel cet acte de refus de se soigner ou d'une fugue d'un lieu de quarantaine.**

**L'Italie a bien appliqué, vers la mi-mars, la version pure et dure de la législation pénale, allant jusqu'à accuser de tentative de meurtre les personnes présentant des symptômes du coronavirus (fièvre, toux, etc.) qui évitent la quarantaine, et la qualification de l'accusation serait le « meurtre intentionnel » dans le cas où une personne atteinte du coronavirus ne se connaît pas et transmettait le virus à une personne âgée ou vulnérable. Sans arriver à des résultats probants. Car, comme on le sait, malheureusement, ce pays vit un drame national incommensurable.**

**D'autres pays s'ingénient non seulement à mettre à jour leur arsenal judiciaire, mais à trouver des solutions efficaces, faisant appel à la technologie pour enrayer le risque de propagation du coronavirus. La Chine contraint les voyageurs étrangers arrivant à Hong Kong de porter un bracelet électronique relié à leur téléphone portable pour détecter leur déplacement. Dans d'autres pays, des ingénieurs se penchent sur le développement d'une application mobile capable de repérer les personnes à risque grâce à la géolocalisation. En Corée du Sud, les données personnelles des malades sont mises en ligne et consultables par l'ensemble de la population, afin de leur permettre d'éviter tout contact avec eux.**

**Les pouvoirs publics, dans leur rôle de protection des populations de toutes les menaces sécuritaires et sanitaires, garant de l'ordre public, doivent mettre en place toutes les mesures juridiques et scientifiques pour circonscrire la pandémie, mais l'auto-comportement du citoyen reste au bout du confinement la clé de succès ou d'échec de toute stratégie.**

## Crise à l'hôpital de Boufarik Le SNPSSP accuse des «syndicats rivaux»

M. M.

« L'équipe du service de maladies infectieuses de l'hôpital de Boufarik (W. Blida), «épicentre de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays», «n'assure plus que les urgences», alors que «les personnels des autres services refusent de travailler et les responsables médicaux d'autres services protestent contre l'admission de malades dans «leurs lits» alors que leur activité habituelle est à l'arrêt». «La situation est très grave et met en danger les capacités de réaction face à l'épidémie avec les conséquences pour la population qui en découlent». Cette description est dressée par le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) qui fait état d'un «événement de la plus haute gravité».

Selon la version du SNPSSP, les faits remontent «au passage en phase 3 de l'épidémie, lorsque les capacités du service de maladies infectieuses de l'EPH de Boufarik commençaient à être débordées». «Le responsable du service (Dr Yousfi, président du SNPSSP, ndlr) a demandé la mobilisation de ressources supplémentaires en termes de lits et de personnels à partir des autres services de l'établissement». Cette demande a rencontré une «réaction de peur et de panique chez certains personnels concernés» et «a entraîné une avalanche d'arrêts de travail», alors que d'autres personnels «restés en poste» ont «manifesté des réticences à s'intégrer dans le dispositif de prise en charge», précise le communiqué signé par le SG du SNPSSP, Dr Iddir M. «Le 26 mars 2020» s'est produit une «escalade dangereuse». Toujours selon le SNPSSP, «un appel a été lancé pour observer une minute de silence à la mémoire d'un collègue, ambulancier au sein de l'établissement décédé après avoir contracté le Covid-19 lors de sa fonction», s'est transformé «en une action de protestation, menée par les personnels des autres services qui ont refusé d'être associés à la prise en charge de l'épidémie contre la personne du chef de service de maladies infectieuses, considéré comme étant la

source de leur malheur», «Lequel chef de service se trouve être par ailleurs le président du SNPSSP», ajoute le communiqué.

Pour le SNPSSP, si la «réaction de peur et de panique» est «compréhensible jusqu'à un certain point», elle a été «instrumentalisée par des syndicats rivaux, sans aucun égard pour le contexte (certains des contestataires étant des responsables syndicaux locaux et ne s'en sont pas cachés)».

Le communiqué note que le «regroupement» s'est tenu au sein de l'hôpital, «en pleine phase 3 de l'épidémie, enfreignant toutes les consignes de distanciation sociale imposées réglementairement, en associant même des riverains, mettant ainsi en danger le personnel, et donnant le pire des exemples à la population en pareille circonstance». Le SNPSSP poursuit: «Malheureusement, la même situation s'est reproduite ce dimanche 29 mars 2020, avec la même virulence. L'équipe du service de maladies infectieuses, sous le choc, n'assure plus que les urgences. Les personnels des autres services refusent de travailler et les responsables médicaux d'autres services protestent contre l'admission de malades dans «leurs lits» alors que leur activité habituelle est à l'arrêt». La direction de l'EPH «est contrainte de lancer un appel à volontaires de l'extérieur pour renforcer l'établissement, pour pallier à la situation». Le syndicat se dit «affligé et scandalisé de voir de tels comportements en lieu et place de la solidarité qu'étaient en droit d'attendre les personnels en première ligne de la lutte contre l'épidémie». Le communiqué «lance un appel à la raison aux contestataires auxquels il demande de faire passer l'intérêt général au-dessus de toute autre considération» et interpelle «les autorités pour mettre fin à ce désordre aux graves conséquences, et pour assurer la sécurité des personnels du service de maladies infectieuses, afin de permettre à ce service de retrouver son fonctionnement normal». Le SNPSSP «déplore vivement le mutisme des syndicats représentant les personnels contestataires, mutisme qui ouvre droit à toutes les lectures».

### Covid-19 73 nouveaux cas confirmés et 4 nouveaux décès

**S**oixante-treize (73) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et quatre (4) nouveaux décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 584 et celui des décès à 35, a indiqué hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le professeur Djamel Fourar.

Les quatre décès enregistrés concernent un homme de 59 ans de Bejaia qui était en contact avec un émigré établi en France, un autre de Blida, âgé de 69 ans, et les deux autres (un homme de 67 ans et une femme de 73 ans) sont d'Oran, a

## BLIDA J7 Le nombre de cas confirmés en nette augmentation

Tahar Mansour

Certains m'ont reproché le ton alarmiste de mes articles, mais voilà, même si j'aurais bien voulu me tromper, la réalité est là, palpable, glaciale comme la mort et renvoyant l'espoir d'un retour à la normale plutôt loin. En effet, alors que le nombre de cas d'atteinte par le coronavirus était de 176 samedi pour la seule wilaya de Blida, il a grimpé à 220 cas dimanche après 17h, soit une augmentation de 44 cas. Même si depuis plus de 72 heures aucun décès n'a été enregistré à Blida, même si certaines guérisons sont annoncées (sous toutes réserves), le chiffre fait peur. La capacité d'analyse de l'Institut Pasteur d'Algérie étant limitée, le nombre de cas pourrait être beaucoup plus élevé que ce qui nous parvient chaque jour.

Heureusement, et c'est une bonne nouvelle, ce même institut annonce autoriser tout laboratoire à travers le territoire national possédant le matériel adéquat, les réactifs, les équipements et les dispositions d'hygiène et de sécurité à effectuer des analyses en vue du dépistage du Covid-19, leur proposant même de leur envoyer ses équipes pour les accompagner lors du lancement de l'activité. Même si cette décision est un peu tardive, elle est la bienvenue. L'autre point important à relever est l'accompagnement psychologique des habitants soumis au confinement total, du moins pour une certaine catégorie de personnes à risque.

Avant-hier, diverses sources nous ont rapporté au moins trois comportements agressifs contre... les distributeurs automatiques de billets.

Des individus, dans trois régions différentes (peut-être plus),

Raina Raïkoum  
El-Houari Dilmi

### Journal d'un hypocondriaque

**S**amedi 28 mars, il est 13h passées. Un regard effrayé par-dessus ma fenêtre m'offre une vue qui me donne des frissons: pas âme qui vive, sous un soleil printanier. Reclus chez moi depuis une huitaine de jours, je mange comme un chameau pour tromper mon angoisse. Comme un trouble obsessionnel compulsif ou «TOC» comme disent les psy; je me lave les mains jusqu'à m'arracher la peau... et même les ongles. Téléphage, j'appuie sur ma télécommande pour m'offrir une vue sur ma petite lycarne : les mauvaises nouvelles s'amonceillent. La covidio-panique est sur toutes les lèvres. Pêle-mêle, le couvre-feu est élargi à 9 wilayas du pays. L'engagement des spéculateurs, suceurs de sang, prolifèrent à vue d'œil.

Le Premier ministre britannique et son ministre de la Santé testés positifs au Covid-19. Et peut-être d'autres encore.

Les USA confirment leur «leadership» sur le monde, avec le plus grand nombre de personnes contaminées sur la planète bleue. Une bonne nouvelle, néanmoins, vient me mettre une

s'améliore, de jour en jour. Sur une chaîne TV, on parle de Habib, cet ambulancier tombé au champ d'honneur. En héros anonyme, il a sacrifié sa vie pour ne pas abandonner ses concitoyens et les transporter à l'hôpital de Boufarik.

A travers Habib, la corporation des médecins et tout le personnel soignant, sont portés aux nues par tous les Algériens. Des Algériens reconnaissants. Ces médecins dont le récent combat épique pour recouvrer leur dignité, réveille en nous un sentiment de culpabilité, des souvenirs douloureux. Comme une revanche divine sur le sort, le Président Tebboune est allé jusqu'à qualifier nos toubib de «moudjahidine au champ d'honneur, mettant délibérément leur vie en danger, pour sauver celles de leurs compatriotes». Et même si le médecin n'est pas un dieu, nous croyons tous en lui. Hier, aujourd'hui et demain encore !

mis en demeure tous les propriétaires d'épiceries, de supérettes, de boucheries ou de magasins de fruits et légumes d'ouvrir leurs locaux et de fournir un service continu aux habitants, faute de quoi ils se verraient retirer le registre de commerce et verraient leurs noms mis sur une liste noire. Mais là où le bâton blesse, c'est au niveau de l'hôpital de Boufarik et du CHU Frantz Fanon où des échos d'arrêt de travail ou de mouvements de protestation nous parviennent.

A Boufarik, les médecins et les infirmiers s'en prennent au chef du service infectiologie en demandant son départ pur et simple pour diverses raisons qu'ils invoquent.

Quant au chef de service, il a affirmé qu'aucun de ceux qui travaillent dans son service n'était avec les protestataires et que c'était des employés qui ont initié ce mouvement pour refuser de travailler dans son service quand il avait demandé du renfort, ceux du service qu'il dirige et qui s'occupent des dizaines de cas d'infections par coronavirus n'arrivant plus à répondre à la forte demande.

Au CHU Frantz Fanon, c'est pour demander de meilleures conditions de sécurité contre les risques de contagion que le personnel médical, paramédical et même administratif est monté au créneau. Enfin, peut-être qu'avec les nouvelles directives données par le Premier ministre aux walis de mieux assister les catégories démunies, il y aurait une amélioration dans la prise en charge des besoins de tout le monde, à commencer par le personnel des hôpitaux et autres structures de santé afin de les aider à assurer leur service dans les meilleures conditions possibles.

petite couche de baume sur le cœur : un ami, contaminé au Covid-19, sur son lieu de travail, m'annonce, via le réseau social, que son état

## En difficulté Les entreprises demandent l'aide de l'Etat

**Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) a appelé, hier, le gouvernement à porter secours aux entreprises en difficulté dans cette période de crise sanitaire (pandémie du coronavirus).**

Z. Mehdaoui

**S**'exprimant sur les ondes de la radio chaîne 3 de la radio nationale, le président du FCE Mohamed Sami Agly a déclaré que cette crise sanitaire est intervenue malheureusement après l'année blanche vécue par les entreprises algériennes du fait de l'instabilité politique en 2019 ce qui complique davantage la situation en 2020 aggravée par l'effondrement des prix du pétrole. «Cette situation révèle encore une fois la fragilité de notre économie caractérisée par la mauvaise gouvernance et les mauvaises décisions qui avaient été prises», a indiqué le président du FCE.

M. Mohamed Sami Agly estime que faute d'actions fortes de la part de l'Etat, des milliers d'entreprises risquent de cesser définitivement leurs activités et jeter à la rue des centaines de milliers d'employés, avec pour conséquences de sérieuses difficultés dans l'approvisionnement du pays. «Le Covid-19 est en train de tuer malheureusement des humains mais aussi des entreprises et des filières entières», a déclaré Mohamed Sami Agly qui souligne que cette crise va redessiner complètement la carte économique mondiale.

Pour le chef du FCE, il y aura certainement un «avant et après corona» et d'autres pôles économiques vont être constitués. «Je pense qu'il y aura une reconfiguration mondiale de ce que nous avons connu jusqu'ici en matière économique», a fait savoir M. Sami Agly qui note que le FCE va rester une force de propo-

## Huit nouveaux vice-présidents installés à Sonatrach

**L**e Pdg du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a procédé lundi à l'installation de plusieurs nouveaux vice-présidents au niveau de la direction du Groupe suite à leur nomination par le président de la République, a indiqué la compagnie énergétique nationale dans un communiqué. «Faisant suite à leur nomination par Son Excellence Monsieur le Président de la République, et conformément aux statuts de la Société, M. le Président Directeur Général du Groupe Sonatrach a procédé, ce jour au siège de la Société, à l'installation des Vice-Présidents nommés», a fait savoir la même source. Ainsi, M. Mohamed Slimani a été installé au

sitions afin de trouver des solutions pour surmonter la crise actuelle.

Mohamed Sami Agly dira en outre que son organisation a préparé un moratoire contenant une série de propositions à même, selon lui, de permettre, après la crise, une relance des activités économiques. Il cite un rééchelonnement des prêts consentis aux unités économiques, un report du paiement de leurs impôts, voire une amnistie fiscale en leur faveur. Il estime, par ailleurs, comme décision de force majeure l'arrêt «sur une certaine période» de l'importation de certains produits. L'autre mesure qui pourrait permettre certainement à l'Algérie de se relever après coup des incidences de la pandémie serait de mener une lutte sans merci aux activités informelles et de récolter ainsi des fonds dont elle a tant besoin pour cela.

«Notre objectif suprême est de maintenir les emplois», a fait savoir le patron du FCE qui appelle à une amnistie fiscale pour surmonter cette crise comme cela a été décidé dans plusieurs pays durant une période de quelques mois. «Parler de moratoire et d'amnistie fiscale est aujourd'hui légitime, du moins au cas par cas pour sauver les emplois», a ajouté l'invité de la radio chaîne 3 qui évoque un cas de force majeure que traverse le pays. Le président du FCE a révélé que certaines entreprises ne peuvent pas tenir plus d'un mois sans activités d'où la nécessité de l'intervention de l'Etat, à travers des mécanismes de soutien, pour les aider à surmonter la crise.

**Des professeurs de médecine algériens exerçant aux Etats-Unis estiment que les mesures prises à ce jour pour prévenir et lutter contre le COVID 19, au plan national, ne suffisent pas à elles seules. Ils recommandent aux autorités nationales d'activer en urgence le Plan ORSEC national.**

Ghania Oukazi

**C**e sont des spécialistes algériens de renommée mondiale, chefs de services dans des établissements américains de santé, qui ont pris l'initiative d'attirer l'attention des plus hautes autorités algériennes sur ce qui pourrait consolider les mesures qu'elles ont prises, à ce jour, pour lutter contre le coronavirus et prévenir sa propagation. Leur note dans ce sens a été, nous dit-on, transmise «à qui de droit dont le ministère de la Santé, le Pr Abderrahmane Benbouzid». Le texte qu'ils ont rédigé a été rendu public, samedi dernier (28 mars) par l'Institut algérien HABA sous la signature de son responsable, Dr Mohamed Damou. «A ce jour les autorités du pays ont mis en place un certain nombre de mesures dont des mesures de distanciation sociale allant jusqu'au confinement total dans certaines wilayas, la mise en place d'une Commission et d'un Comité scientifique national, l'adoption de la chloroquine comme traitement des cas sévères etc.», écrivent ces spécialistes en médecine. Ces mesures, font-ils savoir, trouvent leur ancrage dans un arsenal légal et réglementaire défini, entre autres, par la Loi n°04-20 du 25/12/2004, relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes, le Décret exécutif

## Les centres anti-cancer réadaptent leurs programmes Des rendez-vous ajournés, des chirurgies et des consultations annulées

M. Aziza

**L**es patients en traitement de cancer ont un système immunitaire plus fragile, notamment ceux qui sont soumis à certaines chimiothérapies. Le risque de contamination au sein des hôpitaux n'est pas à écarter, notamment si les patients rencontrent d'autres malades potentiellement infectés par le Covid-19. C'est d'ailleurs ce qui a poussé les responsables des centres anti-cancers, notamment ceux proches des régions les plus touchées par le coronavirus (Blida, Alger et Tizi Ouzou) à réadapter leurs programmes et leurs plans dans le traitement des dossiers des personnes atteintes du cancer.

Le Centre 'Pierre et Marie Curie' de l'Hôpital 'Mustapha-Pacha' est déserté ces derniers jours. La cause réside dans l'ajournement des rendez-vous, notamment de la chimiothérapie. C'est ce qui a été confirmé auprès de Hamida Kettab, secrétaire général de l'Association 'El Amel' au CPMC. Il a affirmé que cette décision a été prise récemment par les

tif n°19-59 du 2 février 2019, fixant les modalités d'élaboration et de gestion des plans d'organisation des secours, le Décret exécutif n°20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, le Décret exécutif n°20-70 fixant des mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, (et aussi toute une série de textes d'applications, de notes et d'instructions émises depuis l'élosion de l'épidémie). Mais soulignent les rédacteurs de la note, «de l'avis de nombreux experts algériens, vivant en Algérie ou à l'étranger, ces mesures ne peuvent pas suffire à elles seules à faire face à cette pandémie inédite dans l'histoire de l'Humanité, par la rapidité et l'étendue de sa propagation». Ils font remarquer qu'«en comparaison avec les pays développés, l'Algérie dispose de moyens relativement modestes qu'il s'agit de mobiliser de manière efficace pour lutter efficacement contre un fléau d'une telle ampleur».

### LES RAISONS DE L'ACTIVATION DU PLAN ORSEC NATIONAL

Ces professeurs en médecine algériens vivant aux Etats-Unis pensent qu'il est donc impératif de faire appel à l'intelligence collective des Algériens, sous toutes ses formes et mettre en œuvre toutes les ressources humaines, matérielles et organisationnelles disponibles ou mobilisables (cas de la Diaspora). Ils font savoir aux responsables nationaux que «de nombreux spécialistes algériens, de très haut niveau et ayant une expérience internationale, sont disposés à apporter leur contribution dans cette bataille décisive». Ils avisent alors dans ce sens que «de l'avis des experts consultés y compris ceux de la Diaspora, il est fortement recommandé d'activer, dans les plus brefs délais, le Plan ORSEC national». Ils sous-tendent leur recommandation par les fondements juridiques du «Décret exécutif 19-69 (qui)

définit dans son art.3 l'objet du Plan ORSEC national, fixe dans son art.14 la plate-forme numérique à mettre en place, précise dans son art.22 l'organisation et les modalités de son activation et liste dans son art.43 les modules d'intervention». Ils affirment par conséquent que «ceci correspond globalement aux procédures universelles en la matière».

Ils considèrent qu'il s'agit d'un texte réglementaire tout à fait approprié au contexte particulier qui nous concerne, même si des améliorations seront apportées au cours de son application sur le terrain, compte tenu des retours d'expérience relevés au fur et à mesure». Ils indiquent dans cet ordre d'idées que «les orientations des organismes internationaux comme l'OMS et les études les plus récentes soulignent avec force le caractère pluridisciplinaire que doit prendre la riposte à la pandémie. L'équipe de santé, si important soit son rôle, n'est qu'une des 10 équipes à mettre en place en urgence au niveau du Centre des Opérations du Plan national ORSEC». Les rédacteurs de la note réitèrent leur conviction que «ceci plaide en faveur de l'activation d'un plan ORSEC national d'autant plus qu'une partie des ressources humaines nécessaires est déjà disponible et pourrait être opérationnelle dans les plus brefs délais. D'autres membres pourraient être formés très rapidement. Le Plan national ORSEC sera naturellement complété progressivement».

De l'avis unanime des experts consultés, écrivent-ils encore, «la décision d'activer le Plan ORSEC national constituera un tournant dans notre lutte contre la pandémie du COVID-19». Ils sont persuadés que «le déclenchement du Plan ORSEC national qui sera mis en place à une telle échelle, pour la 1<sup>re</sup> fois dans l'histoire de notre pays, fournira un cadre multidisciplinaire dans lequel s'exprimeront toutes les expertises et toutes les bonnes volontés, conformément aux dispositifs réglementaires existants et aux procédures universelles en vigueur».

## Les centres anti-cancer réadaptent leurs programmes

## Des rendez-vous ajournés, des chirurgies et des consultations annulées

M. Aziza

responsables du CPMC pour protéger les patients qui sont généralement immunodéprimés et le personnel qui est fortement exposé au risque de contamination au Covid-19.

En citant, le décès du Pr Si Ahmed El Mahdi chef de service de chirurgie générale, à l'hôpital de Blida et l'ambulancier de l'hôpital de Boufarik, suite à leur contamination par le coronavirus. Les responsables de l'Association ont ainsi appelé le Pr Kamel Bouzid, président de la Société algérienne d'Oncologie médicale qui a affirmé que certains rendez-vous de chimiothérapie ont été ajournés d'une semaine à quinze jours. En soulignant que cette décision a été prise «car le pic est attendu en milieu de cette semaine». Il a tenu à rassurer, à travers l'association, les patients qui ont vu leur rendez-vous ajournés qu'«un retard d'une semaine ou deux n'affecte pas le pronostic du malade». Et de préciser que les rendez-vous sont ajournés aux cas par cas, selon l'état du patient. Le Pr Bouzid a également précisé à ladite association que la contamination d'un pa-

cient atteint d'un cancer, notamment celui qui est sous chimiothérapie, est plus dangereuse qu'un ajournement des rendez-vous.

Le Pr Adda Bounedjar, chef de service d'Oncologie médicale du Centre anti-cancer de Blida et président de la Société algérienne de formation et de la recherche en Oncologie (Safro), a affirmé, pour sa part, que son service et celui de Tizi Ouzou ont adopté pratiquement la même approche. Il a précisé que son service a annulé les consultations et la chirurgie, sauf pour les nouveaux cas de cancer, ou dans le cas d'une chirurgie qui s'avère urgente. Il a affirmé que son service a ajourné les rendez-vous de chimiothérapie pour les personnes âgées qui sont plus fragiles, mais toujours au cas par cas.

Précisant que son service poursuit d'une façon presque normale, les traitements nécessaires aux patients. «On fait tout pour qu'il n'y ait pas de monde dans les salles d'attente». Il a affirmé, par ailleurs, que son service n'a enregistré aucun cas de coronavirus ni du côté des patients, ni du côté du personnel.

## Covid-19

## Fin de la mise en quarantaine de plus de 4.400 personnes à partir de mercredi

**P**lus de 4.400 personnes mises en quarantaine pourront, à partir de mercredi prochain, quitter les établissements hôteliers où ils avaient logé dans le cadre des mesures prises par les hautes autorités du pays pour endiguer la propagation du Covid-19, après expiration du délai fixé à 14 jours. «Après expiration du délai de leur mise en quarantaine, fixé à 14 jours, 4.448 personnes qui logent actuellement dans 19 hôtels et complexes touristiques relevant du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), à travers le territoire national, pourront rentrer chez eux à partir de mercredi», a déclaré à l'APS le Directeur général du Groupe HTT, Lazhar Bounafa. Il s'agit de ressortissants algériens placés immédiatement en quarantaine à leur arrivée en Algérie, en provenance de 15 pays dont l'Espagne, la France, les Etats Unis, l'Italie, le

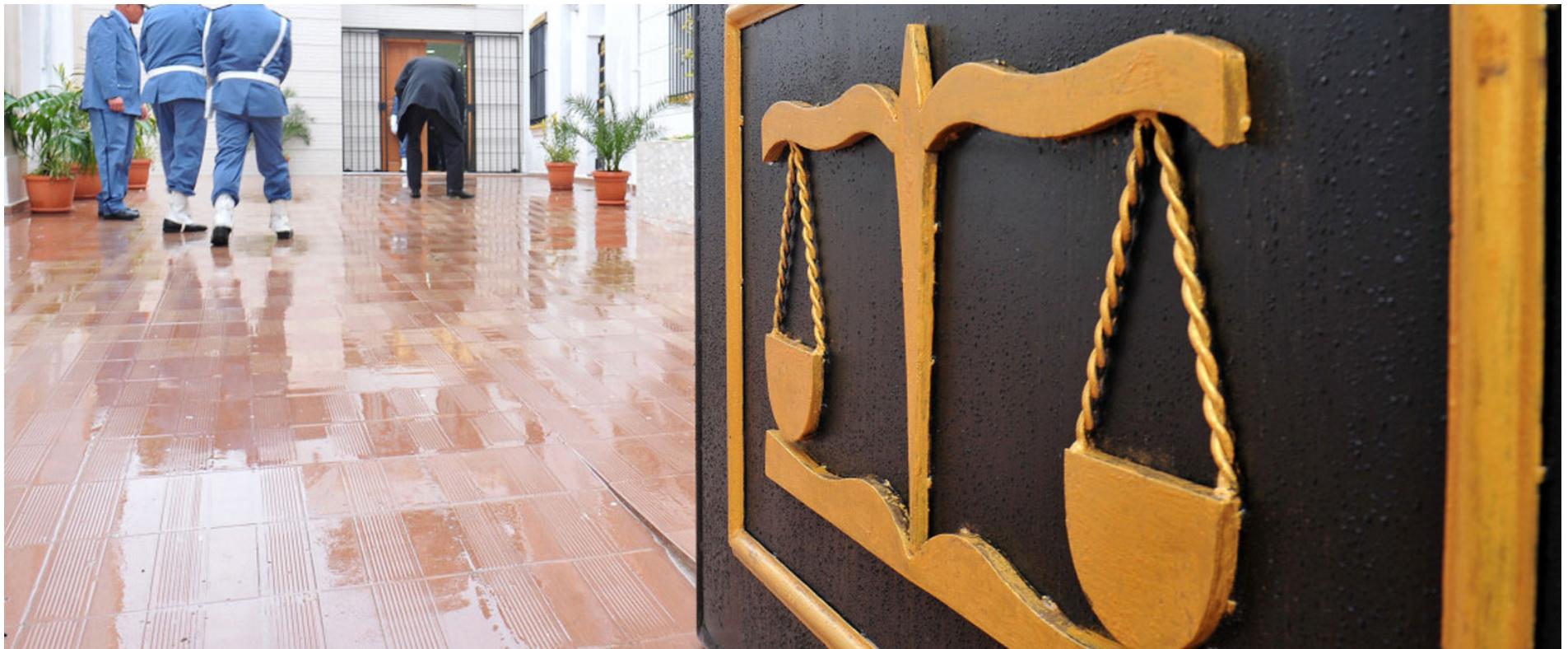
Maroc, la Tunisie, les Emirats arabes unis, la Belgique, l'Allemagne et le Portugal, a-t-il ajouté. Près de 800 personnes sur les 4.448 actuellement mis en quarantaine quitteront, jeudi prochain, le complexe touristique "Les Andalous" à Oran, a-t-il fait savoir. La même opération concernera, vendredi, samedi, voire jusqu'à dimanche, les personnes mises en quarantaine au niveau des hôtels "El Riadh", "H3" et le Centre de thalassothérapie de Sidi Fredj, a poursuivi le même responsable, soulignant que la mise en quarantaine prendra fin, lundi prochain, pour les hôtes des autres établissements relevant du Groupe. Hormis les Algériens, mis en quarantaine, figurent trois ressortissants étrangers, un Allemand, un Belge et un Français, a-t-il fait savoir. «Tous les moyens matériels et logistiques ont été mobilisés par l'Etat pour assurer le

transport des personnes placées en quarantaine, dès leur sortie des hôtels», a assuré le même responsable, arguant que "des autobus désinfectés seront mis à leur disposition pour faciliter leur déplacement vers les agences d'Air Algérie et les ports d'Alger et d'Oran pour récupérer leurs passagers saisis à leur entrée au pays et leurs véhicules restés au niveau des ports précédents". Cependant, a-t-il ajouté, certains d'entre eux seront pris en charge par leurs familles. Par ailleurs, M. Bounafa a fait état de "l'existence" de 8 cas confirmés d'atteinte au Covid-19 parmi l'ensemble des personnes placées en quarantaine, soulignant, à ce titre, le transfert de ces cas vers les hôpitaux pour recevoir les soins médicaux ainsi que la prise de toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter la propagation de la pandémie à d'autres personnes".

## Justice et Covid-19

### Lorsque le temps judiciaire s'arrête

**Le 16/03/2020 un communiqué du ministère de la Justice annonce une série de mesures prises en application de décisions du président de la République relatives à la prévention contre la propagation du coronavirus : l'essentiel de ce communiqué est la présentation de mesures de suspension des audiences civiles et d'aménagement d'audiences pénales ainsi qu'un aménagement des visites dans les prisons pour les familles des détenus et les avocats.**



**Par Lezzar Nasr-Eddine\***

**L**e communiqué du ministre de la Justice appelle quelques remarques tant en la forme que dans le fond :

**Dans la forme :** la nature juridique du texte n'était pas explicitée ; s'agit-il d'une aréte ministériel ou d'une note administrative ? La valeur juridique est différente dans l'un ou l'autre des cas. La première émane d'une autorité administrative qui ne peut toucher que des questions de gestion matérielle et logistique. La seconde émane d'une autorité réglementaire et le texte acquiert une toute autre force exécutoire.

**Dans le fond :** - Un point substantiel doit être signalé : le communiqué ministériel ne concerne que les audiences et ne cite aucunement les greffes, structures administratives de la justice qui enrôlent les affaires, envoient les convocations, délivrent les jugements, etc. Ces structures doivent donc continuer à fonctionner au service minimum requis conformément au décret exécutif relatif à la prévention de la propagation du coronavirus. Ce fonctionnement «à la portion congrue» doit naturellement tenir compte, entre autres points, des délais de prescription .

**- La réaction des barreaux :** les différents barreaux ont réagi de façons différentes, en ordre dispersé, mais tous s'accordent sur une position qui s'éloigne de l'esprit du décret exécutif et du communiqué du ministre. L'organisation nationale des barreaux (sorte de fédération qui rassemble les douze barreaux du pays) s'est réuni quatre jours après la diffusion du communiqué du ministre de la Justice à savoir le 20/03/2020. La résolution suivante a été adoptée : le boycott total, jusqu'à nouvel ordre, de toute activité judiciaire au niveau des cours et du tribunal administratif «à l'exception des dossiers des détenus programmés et des affaires de référez» et de délais en demandant à la justice de mettre en œuvre l'article 322 du code de procédure civile relatif à la force majeure.

**Le bâtonnat de Béjaïa :** réuni deux jours plus tard le 22/03/2020, va dans le même sens et décide «le boycott total des activités judiciaires au niveau de la cour d'appel et du tribunal administratif à l'exception des affaires des détenus et des affaires en réfé-

ré et des délais tout en demandant au ministère de la justice déclarer l'état de force majeure tout en suspendant tous les délais dans les matières civiles, pénales et administratives à partir d'aujourd'hui».

**Le bâtonnat d'Annaba :** réuni le 23/03/2020 sans aller jusqu'à ordonner le boycott des activités judiciaires, demande «au ministère de la Justice de «déclarer l'état de force majeure en suspendant tous les délais dans toutes les matières durant la période fixée dans le décret sus cité».

**Le bâtonnat d'Alger :** réuni le 22/03/2020 décide la suspension de toute activité judiciaire sous toutes ses formes et sans exception au niveau des juridictions ordinaires et administratives et ses services à tous les niveaux. Demander aux juridictions compétentes, la mise en œuvre exceptionnelle et urgente des dispositions de l'article 322 du code de procédure civile et administrative par voie de notification des décisions du conseil de l'organisation tenu aujourd'hui d'une façon urgente le 22/03/2020 et ce en suspendant tous les délais fixés dans le code de procédure civile et administrative et code de procédure pénale, liés à l'exercice du droit de recours, en raison de l'existence d'une force majeure et des événements de nature à perturber notoirement le fonctionnement normal du service public de la justice.

La réaction des barreaux s'est donc faite en ordre dispersé de façon différenciée. Béjaïa s'est alignée sur l'union nationale des barreaux : boycott de toutes activités judiciaires «à l'exception des dossiers des détenus programmés et des affaires de référez». Alger décide la suspension de toute activité judiciaire sous toutes ses formes et sans exception au niveau des juridictions ordinaires et administratives et ses services à tous les niveaux». On en déduit que même les démarches au niveau des greffes pour l'enregistrement des requêtes introductives d'instance ou des requêtes d'appel, retrait des jugements sont suspendus. Pour Annaba : aucun boycott n'est décidé. On s'est limité à demander au ministre de la Justice de déclarer l'état de force majeure.

**Appréciation juridique des différentes positions adoptées :** l'organisation nationale relayée par les barreaux régionaux, qui sont allés dans son sens, a décidé du boycott avant d'obtenir le gel des délais de forclusion. Cette façon de faire constitue un pari très risqué pour les droits des justiciables qui seront

sacrifiés si les autorités judiciaires refusaient de donner une suite favorable à cette demande. Le boycott est une aventure au détriment des droits des citoyens. La demande de mise en œuvre de la force majeure telle que demandée appelle des observations tant sur la forme que sur le fond.

**Sur le plan de la forme :** l'organisation nationale demande «à la justice» de mettre en œuvre l'article 322 du code de procédure civile relatif à la force majeure». Le barreau de Béjaïa, un tant soit peu plus précis, adresse la même demande «au ministère de déclarer l'état de force majeure». Le barreau d'Annaba demande au «ministère de la Justice» tandis que le barreau d'Alger demande «aux juridictions compétentes».

**L'article pertinent (322 du code de procédure civile et administrative)** attribue la prérogative de geler les délais aux chefs de juridiction statuant sur ordonnance à pied de requête. Ni le ministère ni le ministre de la Justice n'ont le droit d'interférer dans cette question qui est une affaire juridictionnelle et qui sera tranchée par les chefs de juridiction conformément au code de procédure civile.

**Sur le fond :** les barreaux ont tous invoqué la force majeure que le code de procédure civile ne définit pas. Cependant, la définition du code civil qui peut être adoptée ici, la considère comme un événement qui présente les caractères général et insurmontable, c'est-à-dire qui rend impossible l'exécution de l'obligation. A mon sens, les événements en question ne sont pas insurmontables les difficultés d'accomplissement des actes de procédures - enrôlement des affaires, inscription des appels - puisque les services des greffes ont continué à fonctionner. Invoquer la force majeure ne semble pas pertinent. Par contre on pourrait obtenir le gel des délais toujours en se basant sur l'article 322 du code de procédure civile en invoquant le deuxième élément qui semble manifestement plaidable à savoir «événements de nature à perturber notoirement le fonctionnement normal du service public de la justice». Abordons maintenant la procédure de mise en œuvre du texte : l'article 322 du CPCA prévoit la saisine du président de juridiction qui statue sur ordonnance à pied de requête. Il est difficile d'imaginer toutes les parties qui n'ont pas accompli un acte de procédure par le biais de leur avocat (qui ont dû se conformer à l'instruction du barreau) ou par

eux-mêmes, se présenter devant le chef de la juridiction pour obtenir une ordonnance de dérogation aux délais prescrits. Il serait nettement plus simple, même si on tort le cou aux procédures, que les chefs de juridiction agissent d'eux-mêmes et rendent une ordonnance dans ce sens, à savoir un gel du décompte des délais durant la période d'application des mesures dictées par le ministre de la Justice qui s'étend du 07 au 31 mars 2020. Il est vrai que dans l'article 322 CPCA prescrit une saisine par les parties mais on pourrait innover et créer, par une praxis judiciaire, les «ordonnances spontanées» rendues par les chefs de juridiction sur leur propre initiative en tant que de besoin. Cette technique, certes improvisée, est plus proche de l'esprit de la loi qui est octroyé, ce que l'article appelle «le relevé de déchéance» aux chefs de juridiction et a donné à cet acte une nature juridictionnelle, revenant à une autorité judiciaire. Une prise de décision, en cette matière, par le ministre de la Justice constitue un empiétement d'un membre de l'exécutif sur les prérogatives des autorités judiciaires.

**La responsabilité morale des barreaux est entièrement engagée.** Il va de la responsabilité éthique, morale des barreaux de s'impliquer dans cette affaire afin que les droits des citoyens et des justiciables soient préservés et ce pour deux raisons. La première est que l'avocat est la voix du citoyen, du peuple, du justiciable, au sein de l'appareil judiciaire. La seconde est que les barreaux assumeront la responsabilité de la déchéance des droits des justiciables notamment ceux qui ont confié leurs dossiers à des avocats. En ordonnant le boycott de toute activité judiciaire avant l'obtention du «relevé de déchéance» ils ont pris un risque sur les droits et intérêts des justiciables. Il aurait été plus responsable d'engager le boycott après l'obtention du relevé d'échéance. Il y a lieu de rappeler que l'intervention de l'avocat est obligatoire en appel et dans ce sens les barreaux ont bloqué le droit d'appel des citoyens dans les délais et les ont exposés à une prescription et une perte totale de leurs droits. Les barreaux doivent assumer et s'impliquer d'une façon ou d'une autre pour «le relevé de déchéance» durant la période du 17 au 31 mars 2020.

\*Avocat

## Le Coronavirus et nous, acte 3 Sur-urbanisation effrénée, exodes ruraux hémorragiques, mode alimentaire globalisé et crises sanitaires mondialisées et récurrentes

Par Hassini Tsaki\*

### 1ère partie

**O**bservons, au préalable, l'unique chose, quoique véritable et suprême fléau, que la Mondialisation a su répartir à toutes les populations du monde, sans distinction aucune et de la manière la plus démocratique, est bien cette pandémie au Coronavirus COVID - 19. Les grandes richesses, le bien-être exceptionnel, la sécurité pérenne, les meilleures prestations médicales, les meilleures écoles et institutions d'enseignement privées, le luxe clinquant et les larges dividendes sont toujours dirigés, et restent encore consacrés qu'à de supra-minorités nationales et aux grandes multinationales du capitalisme libéral, aujourd'hui véritablement totalitaire et suffisamment mondialisé.

D'après les statistiques des Nations unies de 2010, à partir de l'an 2.000 la population urbaine mondiale a dépassé les 50 %, ce qui est une donnée et constat exceptionnels dans toute l'histoire de notre humanité. Aujourd'hui, et après seulement quelques décennies de mondialisation, cette population urbaine a atteint, dans certains continents, les 70 %.

**C**es grandes métropoles et mégavilles qui dépassent, fréquemment, surtout dans les Pays du Sud, plusieurs dizaines de millions de personnes sont de véritables monstres et bombes à retardement. Ce ne sont plus des villes avec leurs attributs fonctionnels et leurs caractères propres à gérer et à abriter un certain nombre de services stratégiques, de corporations professionnelles, d'institutions de formations et de vocations à contribuer à l'essor économique et au développement du pays et de ses populations. Mais un simple et vulgaire Entassement de populations, fait d'un agglomérat de pseudo-citadins, d'assistés non producteurs le plus souvent, mais de consommateurs certains pour un marché mondialisé, particulièrement vorace, et hégémonique qui s'ingénue à créer de plus en plus de besoins et de faux-besoins, pour plus en plus de consommation. A l'exemple, dans un contexte pseudo-compétitif et souvent non, ou insuffisamment contrôlé (par les Etats devenus trop permissifs, absentéistes, et parfois même complaisants), l'industrie agro-alimentaire est devenue un repaire de l'alchimie du Diable. Aidée par le génie chimique apporté par les apprentis sorciers de la chimie industrielle de synthèse, par aussi la permissivité des dérives éthiques bien traduites et assumées, dans les divers composés et additifs alimentaires ; cette industrie, sans scrupules, ne visant, pour ses objectifs et priorités, que la hauteur et densité des profits et dividendes, est devenue franchement criminelle.

**C**ependant, ce qui n'est pas apparent quoique flagrant de triste vérité, révèle que les phénomènes intenses de sur-urbanisation effrénée, à l'échelle surtout de tous les pays du Sud, sont concomitants, pratiquement en « vases communicants », aux exodes ruraux véritablement hémorragiques. Ce n'est pas des urbains supplémentaires qu'on a, par génération spontanée, constitués ou « inventés » mais majoritairement des masses rurales et paysannes qu'on a chassées de leurs campagnes, de leurs terres et terroirs pour les entasser autour des villes, dans les bidonvilles de transit plus ou moins temporaire, puis dans les nombreuses portions de nouvelles villes qui s'agglutinent autour des premières

métropoles comme les tumeurs malignes dans un corps malade.

### L'URBANISME SPÉCULATIF

Notre civilisation pseudo-moderniste a érigé, en un temps record, des multitudes malheureuses de mégavilles, en se servant des restes, « gravats » et lambeaux des anciennes, belles campagnes et populations rurales de nos pays. Un nouveau monde de rapports d'intérêt frigides et inhumains a été érigé sur les décombres des paysanneries millénaires assassinées au nom des profits et dividendes de l'agrochimie, de l'agro-industrie, de l'urbanisme spéculatif et de leurs soubassemens et empire financier mercantiliste. Nous avons laissé, chasser puis travestir en impotents sur urbains nos belles paysanneries qui vivaient, prospéraient et nous alimentaient en beaux produits naturels. Nous avons laissé faire le capital libéral sauvage qui a exclus des milliards de ruraux de leurs terres et merveilles de belles et précieuses productions. Nous avons vanté le modernisme et son agriculture intensive pseudo-technologique, et ainsi entériné l'accaparement des terres rurales traditionnelles, par les lobbys et tenants de l'agro-industrie internationale et de ses ressorts financiers tentaculaires, à tous les réseaux de la Mondialisation.

**M**ondialisation, menée tambour battant depuis la chute du Mur de Berlin, en système hégémonique et totalitaire. Autant que la Chine est marquée par son système communiste et idéologique totalitaire, le capitalisme libéral international se manifeste, dans le type de mondialisation qu'il a institué depuis trois décennies. A l'instar d'un système totalitaire qui n'admet point de concurrence, ni de cohabitation avec des organisations ou doctrines prônant les bienfaits des économies nationales, des organisations sociales autres, des politiques d'investissement autres, des politiques d'éducation et de formation qui sont autres que celles qui s'inspirent de lui et ne se décentrent que par ses directives ou, plutôt, diktats non écrits. La Chine, comme nous le constatons tous, a été le premier allié du capitalisme libéral international. Elle a accepté, en effet, à lui faire ostensiblement fructifier ses gains, à se transformer en « usine du monde » quitte à s'étouffer sous les pollutions, à solder au maximum les rémunérations de ses très nombreux salariés, à faire délocaliser presque toutes les économies mondiales. Enfin, le meilleur allié de la stratégie de son totalitarisme hégémonique, puisque son centralisme idéologique communiste l'y avait, naturellement, bien préparée.

**E**st-ce pour cela que ces grandes et nouvelles agglomérations urbaines ont constitué sinon devenues les terreaux privilégiés d'incubation et de départ des grandes épidémies de 2003 (STRAS à Canton, Hong Kong puis Hanoï), de 2006 et 2009 (Grippes aviaires en Chine, Asie, Europe du Nord, USA, Mexique), et aujourd'hui cette grave pandémie si meurtrière et socioéconomiquement cataclysmique du coronavirus Covid-19 (Chine, Europe, Asie, Afrique, Monde entier). Ces importantes atteintes sanitaires dont on ne mesure pas encore les conséquences qui seront, certainement redoutables socialement et économiquement surtout pour les populations déjà précarisées dans les Pays du Sud.

A suivre

\*Professeur - Université d'Oran 1

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TLEMCEN  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
SERVICE DE L'ANIMATION LOCALE  
DES MARCHES ET DES PROGRAMMES  
NIF : 0963 1301 91 15239

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02/DAL/2020

Dans le cadre de l'opération N° NF5.855.8.262.113.08.10 intitulée « Etude, Réalisation et Equipement d'un siège d'inspection divisionnaire de douanes à TLEMCEN », la Direction de l'Administration locale de la Wilaya de Tlemcen lance un Avis d'Appel d'Offres national Ouvert conformément aux dispositions des articles 39, 40, 42, 43 du décret présidentiel n°15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et de délégations de service public, au niveau du projet : EQUIPEMENT D'UN SIEGE D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DE DOUANES A TLEMCEN POUR LES LOTS SUIVANTS :

- LOT N° 02 : CLIMATISATION
- LOT N° 03 : SIGNALISATION
- LOT N° 07 : STORE VENITIEN

Les Fournisseurs qualifiés, intéressés par le présent Avis d'Appel d'Offres National Ouvert sont invités à retirer le cahier des charges auprès de la (DAL) Direction de l'Administration Locale de la Wilaya de Tlemcen - Service de l'Animation Locale des Marchés et des Programmes (SALMP) au RDC.

Les offres doivent être présentées de la manière suivante :

L'Enveloppe intérieure intitulée « OFFRE TECHNIQUE » devra contenir les pièces suivantes :

- 01 La déclaration à souscrire (signée, cachetée, et paraphée et datée).
- 02 La déclaration de probité (signée, cachetée, et paraphée et datée).
- 03 Le registre de commerce portant le code en relation avec le Lot (photocopie légalisée)
- 04 Un extrait de rôle datant de moins de trois (03) mois doit être valide et apuré doit comporter la mention « Non Inscrit Au Fichier Des Fraudeurs », le cas échéant produit un calendrier de paiement (photocopie légalisée).
- 05 Casier judiciaire de moins de trois (03) mois du signataire (photocopie légalisée).
- 06 Attestation de mise à jour CNASAT, CASNOS, CACOBATH photocopies légalisées.
- 07 Statut du fournisseur éventuel d'une personne morale.
- 08 Attestation du dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale de droit algérien copie légalisée.
- 09 Numéro d'immatriculation fiscale (NIF) et carte fiscale.
- 10 Les références professionnelles domaine délivré par le maître de l'ouvrage antérieur pour les Equipements similaires livrés (attestation ou attestation de bonne exécution).
- 11 La liste des moyens matériels destinés à l'exécution du projet appuyée de toutes pièces justificatives (PV de l'huissier ou PV d'expertise de l'année en cours, et titre de propriété).
- 12 La liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS (pour les entreprises de droit algérien) + Diplôme.
- 13 Le présent cahier des charges dûment paraphé, signé et daté.
- 14 La présente instruction aux soumissionnaires qui doit être obligatoirement signée et paraphée.
- 15 Bilans et les chiffres d'affaires du fournisseur des 03 dernières années certifiés par un commissaire aux comptes, accompagnés des copies certifiées conformes des comptes de résultats de la même période.
- 16 Les références bancaires (Relevé d'identité bancaire (RIB) et Attestation de solvabilité).
- 17 Une lettre d'engagement pour la Garantie des Equipements pour chaque lot (conformément à l'arrêté du 12/11/2014 fixant le modèle du certificat de garantie JO (Journal officiel) N° 16 - 2015, et l'arrêté interministériel du 14/12/2014 fixant la durée de garantie par nature du bien JO N°03 - 2015).
- 18 Une lettre d'engagement pour le Service Après Vente des équipements pour chaque lot.
- 19 Les spécifications techniques détaillées des produits proposés.
- 20 Planning d'exécution (incluant la livraison et installation et la mise en service).
- 21 Attestation de conformité des équipements fournis.
- 22 Toute documentation technique prouvant la renommée, les performances ainsi que les normes de
- 23 Références des produits proposés en matière de sécurité, de radiation, etc., uniquement Pour Le Matériel Proposé.

L'enveloppe intérieure intitulée « OFFRE FINANCIERE » devra contenir les pièces suivantes :

- Lettre de soumission remplie, signée et cachetée
- Bordereau des prix unitaires rempli, signé et cacheté
- Devis quantitatif et estimatif rempli, signé et cacheté

Les Deux (02) enveloppes des offres (technique et financière) devront être transmises sous une troisième enveloppe extérieure anonyme qui ne devra comporter que la mention suivante :

WILAYA DE TLEMCEN  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° ...../DAL/2020

EQUIPEMENT D'UN SIEGE D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DE DOUANES A TLEMCEN  
POUR LES TRAVAUX EN LOTS SEPARÉS:

- LOT N° 02 : CLIMATISATION
- LOT N° 03 : SIGNALISATION
- LOT N° 07 : STORE VENITIEN

### SOUMISSION A NE PAS OUVRIR

Les offres doivent être déposées auprès de la Direction de l'Administration Locale de la Wilaya de Tlemcen Service de l'Animation Locale des Marchés et des Programmes au RDC.

La date de dépôt des offres est fixée à Vingt et Un (21) Jours à compter de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux.

Les offres déposées après le délai précisé seront rejetées.

Les Soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant Quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

Les Soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis, prévue le jour de l'expiration du délai du dépôt des offres, à quatorze heures (14h00), au Siège de la Wilaya - Direction de l'Administration Locale - Service de l'Animation Locale des Marchés et des Programmes au RDC.

## EL TARF

### Des commerçants sanctionnés

A. Ouélaa

**E**n alerte depuis la mise en application des mesures préventives, visant à restreindre l'activité commerciale sauf les boulangers, l'alimentation générale, les pharmacies, les buralistes et les marchands de fruits et légumes, certains commerçants dont l'activité

est suspendue pour le moment comme les cafés mafous, ont vu six d'entre eux pris en flagrant délit opérationnel, respectivement à Bouhadjar, Boutheldja et El Tarf.

A cela s'ajoutent quatre magasins épinglez pour des pratiques spéculatives sur les prix de la semoule et la farine. Les contrevenants qui se sont vu retirer leurs registres

de commerce ont fait l'objet d'une mise sous scellé et de poursuites judiciaires.

Pour rappel, la police reste mobilisée dans toutes les agglomérations relevant de sa compétence en multipliant les patrouilles pour s'assurer que les mesures prises par les pouvoirs publics contre la propagation du coronavirus sont respectées.

## EL EULMA

### Renforcement de l'EPH en équipements médicaux

L'Etablissement public hospitalier (EPH) «Seroub El-Khouthir» de la commune d'El Eulma (15 km à l'est de Sétif) a été renforcé en équipements médicaux destinés à prendre en charge les patients atteints du coronavirus, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure de santé.

Il s'agit de la réception six (6) respirateurs artificiels, quatre (4) mobiles et deux (2) fixes, ainsi que sept (7) appareils numériques de surveillance, mis en exploitation «récemment», a indiqué à l'APS le président du conseil médical de l'EPH d'El Eulma, Toufik Nekâa. Des mécènes de la région ont fait don de ce lot "important" d'équipement

medicaux en vue d'assurer une meilleure prise en charge des patients contaminés au Covid-19, hospitalisés dans l'EPH, a précisé le responsable. Aussi, le service de réanimation de l'infrastructure de santé a été doté de dix (10) lits équipés pour garantir une prise en charge adéquate des cas présentant des complications, a ajouté la même source. L'opération intervient dans le cadre de nombreuses actions de solidarité, notamment de dons d'appareils et d'équipements médicaux, qui se multiplient dans les différentes régions de la wilaya pour contribuer à faire face à la propagation du Covid-19, a-t-on noté. Un

appel a été lancé par l'Assemblée populaire communale (APC) d'El Eulma aux commerçants, chefs d'entreprises et industriels de la région via les réseaux sociaux pour faire don de ces moyens médicaux nécessaires, en particulier les appareils de respiration artificielle, a fait savoir le président de cette APC, Tarek Hachani. En sus de la réception des équipements médicaux, des bienfaiteurs ont fait don d'un nombre important de bavettes et de gants médicaux chirurgicaux ainsi que des flacons de désinfectants, distribués aux établissements de santé de cette collectivité locale, selon le même responsable.

## TÉBESSA

### Trafic de psychotropes, 5 arrestations

Ali Chabana

**L**es éléments de la brigade de recherche et d'investigation relevant de la police judiciaire, de la sûreté de la wilaya de Tébessa, et au cours de deux opérations distinctes ont arrêté cinq personnes impliquées dans le trafic de produits hallucinogènes, ainsi que la saisie de 235 comprimés psychotropes.

répressive du crime urbain, notamment en ce qui concerne la lutte contre le trafic des stupéfiants. Tous les services de sécurité se trouvent mobilisés, d'autant plus que les quantités de psychotropes récupérées sont de plus en plus importantes, quand on sait que ce sont toujours les catégories juvéniles qui sont les plus exposées à ces dangers.

## BOUIRA

### Livraison de 4.900 quintaux de blé aux minoteries

Farid Haddouche

**L**e ministère de l'Agriculture a pris une décision de multiplier les quantités de blé dur à livrer aux minoteries afin de produire de la semoule en abondance au profit des populations et pour qu'il n'y ait pas de défaillance dans sa disponibilité. De la sorte, la wilaya de Bouira a reçu une livraison de 4.900 quintaux de blé dur à répartir entre les 4 minoteries privées, à savoir

assurer le marché et maintenir les prix. Ses points de vente sont installés dans les communes de Raouraoua, Aïn Bessem, Haizer et Lakhdaria. Il est vrai que ces jours-ci, il y a eu une tension sur la semoule. Les spéculateurs ont exploité cette conjoncture, en accaparant toutes les quantités présentes chez les détaillants pour avoir une mainmise sur le marché dans le but d'augmenter les prix et faire des gains démesurés.

La filiale Agrodiv (ex-Eriadh), qui produit de la semoule et dérivés dont les approvisionnements parviennent des wilayas de Bordj Bou Arréridj et de Béjaïa, compte avec sa production

20 bidons de 05 litres, 02 boîtes en carton de 30 kg, deux fûts de 25 kg, 46 boîtes de colorant alimentaire pesant 01 kg par unité, 46 boîtes de poudre orange pesant 01 kg par unité et 23 boîtes de poudre noire.

L'entrepôt a été scellé par les agents de la direction du commerce, avec un dossier pénal qui a été établi contre le contrevenant qui sera poursuivi pour violation de la pratique de l'activité commerciale, exercice illégal, et défaut de licence.

F. H.

ra et en intensifiant les recherches, les éléments de la police, en étroite collaboration avec ceux de la direction du commerce et des prix (DCP), ont effectué une descente dans le magasin indiqué de produits chimiques utilisés pour la fabrication de détergents et autres produits de nettoyage.

Cette action a permis de saisir une quantité importante de produits chimiques périmés et non marqués, représentée par 19 récipients en plastique blanc de 25 kg, 03 pots en plastique de 25 kg,

## ALGER

### L'USTHB reprend les cours le 5 avril via une plateforme numérique

L'Université des sciences et technologies Houari Boumediene (USTHB) d'Alger assurera la reprise «effective» des enseignements le 5 avril prochain via une plateforme numérique permettant la continuité de l'enseignement à distance en respectant le calendrier des cours, dans la foulée des mesures prises pour lutter contre le Covid-19, a indiqué lundi un communiqué de cette institution.

«Dans le but d'assurer la

reprise effective des enseignements le 5 avril, l'USTHB

s'est associée avec son partenaire Cisco pour le lancement de la plateforme numérique Webex permettant la

continuité de l'enseignement à distance en respectant le calendrier des cours», a précisé le communiqué signé par le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche. Les enseignants et les étudiants seront invités à rejoindre les sessions dédiées qui peuvent supporter simultanément jusqu'à 5.000 utilisateurs, a expliqué la même source.

Les cours dispensés peuvent être consultés en différé, en streaming, sur la plateforme Moodle fonctionnelle dans l'espace de travail numérique de l'USTHB, a relevé la même source, ajoutant que la nouveauté est que l'accès peut se faire via plu-

sieurs supports: PC, mobiles smartphones et même téléphones fixes en formant un numéro gratuit.

La gestion des réunions de travail, meeting, et conférences est aussi programmée dans le cas du prolongement des mesures de confinement contre le coronavirus, a-t-on indiqué.

L'USTHB est «heureuse d'annoncer officiellement» le déploiement de cette application et invite la communauté universitaire de l'USTHB à y adhérer «pleinement pour assurer le bon déroulement» du second semestre et ainsi «la réussite» de l'année universitaire.

### Le confinement partiel totalement suivi par les citoyens dans la capitale



Cherfa a imputé cette situation «à la ruée des citoyens et au phénomène du stockage au niveau des ménages et non pas au manque de l'offre ou à l'arrêt de la chaîne de production et de distribution».

#### POURSUITE DE L'OPÉRATION DE DÉSINFECTION DANS TOUTES LES COMMUNES

Par ailleurs, il a fait état de la poursuite de l'opération de désinfection au niveau de toutes les communes d'Alger, en coordination avec l'ensemble des partenaires, notamment les corps de sécurité, la protection civile et les particuliers. S'agissant des ressortissants algériens accueillis à Alger (2.250 personnes), M. Cherfa a indiqué que ces derniers ont été pris en charge en confinement dans 11 hôtels et qu'ils sont en bonne santé. Evoquant les 423 véhicules se trouvant à bord du navire Tariq Ibn Ziyad, en provenance de Marseille (France), qui a accosté au port d'Alger le 19 mars dernier, M. Cherfa a déclaré que ces véhicules seront rendus à leurs propriétaires après désinfection totale. Il a ajouté, dans ce sens, que l'équipage des deux navires, à savoir Tariq Ibn Ziyad et Tassili 2, sont placés en confinement à bord des deux navires et font l'objet d'un suivi médical par les équipes spécialisées, seule partie habilitée à mettre fin à leur confinement. Concernant les autorisations de circulation accordées aux journalistes relevant des différents organes de presse, publics et privés, le wali d'Alger a avancé que ces documents ont été délivrés à leurs demandeurs en moins de 24h, affirmant que ces autorisations permettent de se rendre et de quitter le lieu de travail et ne concernent pas le travail de nuit où le confinement est obligatoire.

L'administration locale s'engage à accompagner le travail journalistique au regard des efforts consentis par les médias en vue d'accompagner l'administration et de transmettre l'information au citoyen.

#### Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 chaâbane 1441			
El Fedjr 05h07	Dohr 12h52	Assar 16h26	Maghreb 19h13 Icha 20h33



## Es-Senia

# Lancement des travaux contre la remontée des eaux souterraines

D.B.

Dans le cadre des dispositions prises par la wilaya d'Oran pour mettre un terme à la remontée des eaux souterraines, d'importants travaux ont été lancés dans la commune d'Es Senia, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya. Le mois dernier, les services de la wilaya d'Oran avaient pris, des mesures pour mettre fin à la montée des eaux, dans cette région, à l'effet de réduire la pression exercée sur les canalisations du réseau d'assainissement, à partir de la station de refoulement jusqu'à la station de traitement et d'épuration (STEP) d'El Kerma. Parmi ces décisions, la réalisation d'une opération de réorientation du réceptacle de la station de refoulement situé sur l'axe routier de la Dhaya, et partant l'allègement de la pression sur la station de refoulement située sur la route de Misserghine, a-t-on indiqué. Selon le même communiqué, un projet est prévu pour l'aménagement du réseau d'assainissement à Haï Mohamed Boudiaf qui connaît le phénomène de montée d'eaux de manière récurrente, a-t-on fait savoir. Une enveloppe de 240 millions de DA est consacrée à cette opération, financée sur budget de wilaya et qui figure parmi les priorités définies pour en découvrir avec cette problématique dans la région sus-indiquée et par consé-

quent allégé, grâce à ces deux opérations, la pression sur les réseaux d'assainissement à hauteur de 60%.

La direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction envisage, également, dans le cadre de ces mesures ayant un «caractère d'urgence», de réaliser une station de refoulement au nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana' à Misserghine pour la relier à la STEP d'El Kerma, qui permettra, une fois réceptionnée, d'alléger la pression dans la région d'Es-Senia. Ces mesures interviennent en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la rencontre Gouvernement-walis, relatives à l'éradication des points noirs et zones d'ombre, a-t-on souligné. Une première réunion avait été organisée par le wali d'Oran, le mois de février, pour mettre un terme à ce phénomène.

En effet, face aux inquiétudes exprimées par les habitants et les agriculteurs d'Es-Senia, sur la remontée des eaux souterraines, le wali d'Oran, M. Djellaoui Abdellah, avait présidé, une réunion technique consacrée essentiellement aux dispositions à prendre pour faire face à ce phénomène. Selon un communiqué de la cellule de communication de la wilaya, cette réunion a rassemblé les représentants des services techniques concernés, ainsi que les directeurs, des Ressources en eau, de la Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran SEOR, du

bureau d'études chargé d'élaborer une étude sur la remontée des eaux souterraines, dans la zone d'Es-Senia. Lors de cette réunion, un expert a donné d'amples détails sur cette étude qui s'est étalée sur deux années et qui a révélé les causes principales de ce phénomène. Entre autres causes, l'expert a mis en exergue «l'emplacement géologique de la zone d'Es-Senia appartenant au bassin de la Sebkha, avec une nature géologique peu perméable; l'expansion urbaine et la réalisation de barrières souterraines dans les bâtiments (murs en béton et caves), qui entravent le cours normal des eaux souterraines vers la grande Sebkha, les aménagements opérés sur des routes et le bitumage etc.» Selon le communiqué de la wilaya, lors de la même réunion, des solutions ont été présentées pour éviter la remontée des eaux souterraines et protéger les agglomérations urbaines de la commune d'Es-Senia, tout en protégeant les grandes infrastructures situées dans cette zone, telle que l'Aéroport, l'Université... En tant que solution urgente, la SEOR s'est engagée à réduire la pression sur la zone, en effectuant des transferts partiels vers d'autres stations. Dans le moyen terme, la solution consiste à réaliser des canaux de drainage de cette eau vers l'estuaire naturel de la Sebkha, sur une longueur de plus de 15 km, avec une couverture financière d'environ 1,5 milliard de DA.

## Bilan du 1<sup>er</sup> jour de confinement partiel 27 personnes interpellées et 125 véhicules interceptés par la police

K. Assia

Un dispositif sécuritaire visant à mettre en vigueur les mesures de confinement partiel appliquées, depuis le samedi 28 mars, a été mis en place par les services de la Sûreté d'Oran, a-t-on appris, auprès de la cellule de la communication d'Oran.

L'opération mobilise tous les effectifs de la police judiciaire, ceux de la voie publique et également les éléments des sûretés urbaines et de daïras. Ainsi et pour une meilleure application des directives données dans le cadre de ces dispositions, il a été procédé au découpage de la wilaya en plusieurs zones dont chacune sera sous la responsabilité d'un cadre de la sûreté d'Oran. Le but est de veiller à l'application de ces mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus. Cette mesure de confi-



nement partiel concerne la tranche horaire comprise entre 19h et 07h du matin. Dans ce registre, on saura que 125 véhicules sillonnant plusieurs quartiers de la ville pendant ces horaires de confinement ont été interceptés et contrôlés et 27 individus interpellés et transférés aux siège

des sûretés en vue d'être soumis au fichier national. Les concernés ont été sommés de rentrer chez eux et de se conformer aux mesures de confinement. Le numéro vert 1548 et le numéro de police de secours le 17, sont mis à la disposition des citoyens fait-on savoir.

## Deux individus arrêtés à Sidi El-Bachir Des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques saisis

K. Assia

Après la spéculation sur les denrées alimentaires, c'est au tour des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques de susciter l'intérêt d'individus sans scrupules. L'affaire a été traitée par les éléments de la brigade de la gendarmerie de Sidi El-Bachir qui, après exploitation d'informations concernant le stockage par deux individus de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, dans un hangar, situé dans une ferme à Sidi El-Bachir, les auteurs de ces pratiques écoulent leurs marchandises à des pharmaciens situés

dans le village et à Oran spéculant sur les prix. Sur ce, le dispositif de contrôle mis en place a permis aux gendarmes de retrouver la ferme en question, et après accomplissement de toutes les formalités administratives, ils ont procédé à une perquisition laquelle s'est révélée fructueuse. Ils ont donc saisi 2.200 caisses de gants chirurgicaux renfermant chacun 13 unités, 60 boîtes de test de grossesse de marque «Links» de 60.000 chacun, 8.500 bouteilles de produits médicaux et de laboratoire, 2.100 bouteilles de shampoing antipoux, 432 tubes de dentifrice de marque «Sanino», 360 bouteilles de

AVANT J'AVAIS UNE MONTRE  
MAIS PLUS LE TEMPS...  
MAINTENANT, JE N'AI PLUS DE MONTRE  
MAIS J'AI LE TEMPS!



## Lutte contre l'habitat précaire Réception de près de 4.000 nouveaux logements avant la fin de l'année

D. B.

Après l'attribution de 5.000 logements, toutes formules confondues, le 1<sup>er</sup> novembre dernier, quelque 4.000 logements seront réceptionnés, en fin d'année, au nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana' à Misserghine. Selon les services de la wilaya, la

réalisation de ce quota s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par la wilaya d'Oran pour lutter contre l'habitat précaire. Ce programme sera destiné aux mal-logés de la wilaya.

En effet, en parallèle au lancement des travaux d'aménagement au pôle urbain de Gdyel, le chantier de réalisation de plus de plus de 3.500 logements a été lancé, il y a plus d'une année au nouveau pôle urbain de Misserghine sur instructions de l'ex-wali; dans le cadre du programme de logements accordé à la wilaya d'Oran par le ministère de l'Habitat pour lutter contre l'habitat précaire.

Selon nos sources, le terrain proposé au ministère de l'Habitat pour la concrétisation de ce programme a été approuvé.

D'après nos interlocuteurs, ce programme vient s'ajouter à plus de 18.000 logements, toutes formules confondues, programmés par la wilaya d'Oran. Dans ce pôle, 4.000 autres logements de type AADL sont actuellement en cours de réalisation. Le nouveau pôle urbain de Misserghine a été retenu pour la réalisation de 10.000 nouveaux logements AADL dans le cadre du quota supplémentaire (13.000 logements), accordé dernièrement par le ministère de l'Habitat. Ce nouveau programme vient s'ajouter aux 8.000 logements déjà inscrits pour ce même pôle.

Le futur pôle urbain de Misserghine est situé dans le triangle Ain Beida - Es-Senia - Misserghine. Avec ses 1.300 ha, il constitue une réelle opportunité foncière de l'aire urbaine d'Oran.

Il s'agit d'une ville devant accueillir une population de 200.000 âmes, avec à la clé, un programme mixte de 60.000 logements, d'équipements culturels, de santé, d'éducation, des espaces publics.

La commune de Misserghine, signalons-le, a bénéficié d'un programme de 1.050 logements sociaux destinés à éradiquer l'habitat précaire. 160 logements ont déjà été attribués, alors que plus de 900 logements sont en phase d'achèvement, dans les sites de Zabana et Haï Rabah.

Outre ce programme, il est prévu la réalisation de plus de 900 logements dans le cadre du programme réservé aux familles des Planteurs. Ces logements seront implantés à Haï Zabana.

## ILS NOUS ONT QUITTÉS HIER

Mihoubi Falja, 66 ans, Bir El Djir

Drarisse Ahmed, 90 ans, Gambetta

Alilat Fatima, 55 ans, Cité Mimosas

Arbi Mekki, 85 ans, Les Planteurs

## Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 chaâbane 1441

El Fedjr 05h26	Dohr 13h07	Assar 16h41	Maghreb 19h28	Icha 20h47
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Squat des espaces publics à Aïn El Turck 17 commerçants verbalisés à Douar Naquousse

**Lancée il y a plus d'une vingtaine de jours, l'opération de lutte contre le squat des espaces publics a permis aux services de la commune de Aïn El Turck de dresser 17 mises en demeure à des commerçants squattant une bonne partie de l'espace public à Douar Naquousse, a-t-on appris auprès de l'APC de Aïn El Turck.**

Rachid Boutlelis

**I**l s'agit de revendeurs de matériaux de construction, de mécaniciens, de revendeurs d'électroménager, de vulcanisateurs, de drogueries, etc. Nos sources indiquent que cette opération est la deuxième du genre après celle de l'année écoulée qui avait permis de dresser 11 mises en demeure à des commerçants contrevéniants. Une grande partie des commerces verbalisés se trouve au niveau du site dit « Chteibo », une rue parallèle à la double voie dans le quartier Bensmir communément appelé Douar Naquousse dans la commune d'Aïn El Turck. Sur cet axe menant vers la route de la corniche supérieure, une bonne partie de l'espace public est squatté des deux côtés de la voie, notamment par des mécaniciens, des menuisiers et aussi par des revendeurs ambulants de fruits et légumes qui y ont installé des baraques de fortune, ou qui revendent leurs marchandises dans des camionnettes aménagées. En effet, après une relative accal-

mie, et ce suite aux opérations de contrôle et aux dispositions prises pour lutter contre le squat des espaces publics, de nombreux revendeurs de matériaux de construction ont refait leur apparition en accaprant de nouveau ces espaces. Ces contrevenants qui font fi des lois et de la réglementation en vigueur n'hésitent pas en effet à obstruer cette rue en stationnant leur engin au beau milieu de la chaussée et en exposant leur marchandise sur la voie publique. Outre le fait qu'ils ne disposent d'aucune autorisation, ces derniers ne s'acquittent d'aucune taxe aux services de la commune. Selon des sources proches de la commune d'Aïn El Turck, les commerçants ont été destinataires de mise en demeure pour libérer l'espace public dans un délai n'excédant pas les huit jours. Selon nos sources, de nombreux citoyens de ce quartier se sont plaints des désagréments causés par ces contrevenants qui avaient été mis en demeure pour libérer ces espaces et pour se rapprocher des services concernés pour régulariser leur situation.

## Prise en charge des confinés et du personnel médical 165 chambres mises à disposition par l'hôtel Liberté

J. Boukraa

**L**'élan de solidarité pour la lutte contre la propagation du coronavirus à Oran touche tous les secteurs d'activités et ce sans distinction. Parmi eux, le secteur hôtelier. Dans cette optique, l'hôtel Liberté, sis à zone administrative de l'Usto, n'a ménagé aucun effort pour contribuer à cela. Cet établissement de quatre étoiles a mis à disposition du personnel médical et aux passagers en confinement, 165 chambres. Dans un souci de réserver au personnel médical exerçant à Oran et détaché pour la lutte contre le Covid-19, un environnement de repos et reprise de forces, la direction de cette structure hôtelière a mis à sa disposition 110 chambres pourvues de toutes les commodités. Pour ce qui est des passagers en isolement sanitaire rapatriés le 20 mars d'Alicante en Espagne par un vol via l'aéroport international d'Es-Sénia Ahmed Ben Bella, ils ont été placés à l'hô-

tel Liberté Express appartenant au même groupe. Ils sont un peu plus de 80 personnes reparties sur 55 chambres avec une prise en charge totale. Un personnel a été mis à leur disposition pour leur livrer directement à leurs chambres repas et journaux. L'établissement, dans le but de rendre un tant soit peu agréable leur confinement de 14 jours, se charge de leur faire quelques courses personnelles. Il est utile de signaler qu'aucun incident n'a été signalé durant cette période de confinement qui devrait se terminer la fin de cette semaine. Notons qu'une équipe médicale est mobilisée H24 par la direction de la santé pour parer à toute éventualité. Pour ce qui est des mesures et des précautions prises, la direction de l'hôtel, en collaboration avec les services de la santé, s'attelle à fournir au personnel de l'hôtel tous les moyens de sécurité, comme les bavettes, etc. Il y a lieu de rappeler que des centaines de passagers

venues de plusieurs pays étrangers, via le port et l'aéroport international « Ahmed Ben Bella » d'Oran sont en quarantaine dans des hôtels dans le cadre des mesures de confinement préventif contre la propagation du Covid-19. Les autorités ont déployé un dispositif pour le contrôle de ces passagers soumis à un isolement afin d'éviter tout éventuelle propagation du coronavirus. Un comité composé d'équipes médicales et de sécurité a été mis en place en plus des moyens matériels pour assurer le processus de réception de ces passagers. L'accueil, le transport et le placement de ces passagers se sont déroulés dans de bonnes conditions. Un comité composé d'équipes médicales et de sécurité a été aussi mis en place au niveau des lieux de confinement. La première opération remonte à mercredi 18 mars et a touché un groupe de 648 passagers algériens venus de Marseille bord du car-ferry « Djazair 2 ».

## CHU Benzerdjeb d'Oran Installation de deux tentes de soutien et d'orientation psychologique sur le coronavirus

**D**eux tentes ont été installées à proximité du service d'urgence du Centre hospitalier universitaire CHU « Dr Benzerdjeb » d'Oran, pour le soutien et l'orientation psychologique, dans le cadre du dispositif de prévention contre le coronavirus, a-t-on appris, dimanche, des initiateurs. Cette opération, initiée par la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Oran, s'inscrit dans le cadre des campagnes visant à lutter contre la propagation de l'épi-

démie du coronavirus, selon la même source. Les initiateurs, en coopération avec les personnels des services d'urgence du CHUO, fournissent des conseils et des orientations aux patients et leurs accompagnateurs, a-t-on fait savoir.

## Les boulangeries mobilisées pour fournir du pain en quantités suffisantes

**L**es boulangeries d'Oran sont mobilisées pour fournir du pain en quantités suffisantes durant le confinement partiel imposé à la wilaya dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris du président de l'association des boulangeries et représentant de minoteries d'Oran, Djoudi d'Omar. « Nous avons pris toutes les dispositions en coordination avec la direction du commerce pour sensibiliser les boulangeries qui, à leur tour, ont exprimé leur volonté de mobiliser toutes leurs capacités de production pour fournir du pain et répondre à la demande de la population d'Oran touchée par le confinement partiel », a-t-il souligné. Dans ce contexte, toutes les me-

sures ont été prises pour autoriser le transport des boulangeries, qui commencent à travailler vers deux heures du matin, a fait savoir le responsable, notant que 45 pour cent des boulangeries n'ont pas besoin d'autorisation car ils résident à l'intérieur des boulangeries, où une présence permanente de travailleurs est nécessaire en plus du fait que la majorité ne sont pas originaire de la wilaya.

Actuellement, une moyenne de 3.000 pains est produite quotidiennement par boulangerie (soit 6 quintaux de farine) contre 5.000 unités auparavant (10 quintaux de farine), a fait remarquer le président de l'association des boulangeries et des minoteries d'Oran. Cette baisse de l'achat du pain est justifiée par le fait que des consommateurs préparent du pain traditionnel dans leurs maisons pour éviter de sortir.

## El Kerna 984 litres de produits détergents saisis

**L**es services de contrôle des pratiques commerciales ont saisi 984 litres de produits détergents périmés destinés à la commercialisation à El Kerna (Es-Sénia), au sud de la wilaya d'Oran, a-t-on appris dimanche du directeur local du commerce. Cette opération de contrôle des pratiques commerciales, menée conjointement avec les services de la Gendarmerie nationale, s'est soldée par la saisie de 984 litres de détergents pour une infraction liée au non-

respect de la date de péremption, a indiqué à l'APS Ahmed Belarbi, précisant que cette opération de contrôle a été effectuée dans le cadre de la lutte contre la spéculation et la répression des fraudes, dans un contexte de prévention et de lutte contre le coronavirus. L'interception d'un véhicule de transport, effectuée dans la nuit du samedi à dimanche au niveau de la RN 4 reliant Es-Sénia à El Kerna, et sa fouille, a permis de découvrir une quantité de produits

## Trois individus arrêtés pour cambriolage d'un magasin à Boulanger



Ph.: Arch.

K. Assia

**U**ne bande de malfaiteurs composée de trois individus âgés entre 24 et 28 ans a été arrêtée par les services de la BRI 1 de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Les mis en cause sont impliqués dans le cambriolage d'un magasin et le vol d'argent en dinars et en devises. Les policiers ont ré-

cupéré une somme de 81 millions de centimes, 100 euros et deux grandes armes blanches. L'enquête a été encadrée à la suite d'informations parvenues aux policiers et indiquant que des individus munis d'armes blanches se sont attaqués à un magasin situé dans le quartier de Boulanger. Sur ce, les investigations diligentées ont permis d'identifier les

auteurs de ce vol qui se cachaient dans une habitation abandonnée située à proximité du local cambriolé. Ils ont été appréhendés en possession du butin et également de six paquets renfermant des cartes de recharge pour un montant de 5 millions de centimes. Ils ont été présentés, hier, au tribunal pour association de malfaiteurs, vol et port d'armes blanches.

TLEMCEN

## Covid-19 : dix cas confirmés à l'EPH de Remchi



Khaled Boumediene

**L**e nombre des patients testés positifs au nouveau coronavirus dans la wilaya de Tlemcen a atteint aujourd'hui 10 cas dont une fille âgée de 10 ans et sa mère. Tous ces patients officiellement confirmés par l'Institut Pasteur d'Alger et qui présentent les symptômes du Covid-19 sont sous haute surveillance au niveau du centre de référence de coronavirus de l'établissement public hospitalier de Remchi, a indiqué ce dimanche une source hospitalière à notre rédaction. Ils étaient 07 cas confirmés dont deux femmes la semaine dernière. Rappelons que des rumeurs folles avaient circulé récemment à Tlemcen sur le décès, par l'épidémie de Covid-19, d'une personne résidant dans la ville de Nedroma, une femme âgée de 35 ans. La patiente hospitalisée pendant quelques jours à l'EPH de Remchi a fait l'objet de tests négatifs, a ajouté la même source qui a catégoriquement démenti ces fausses rumeurs. Par ailleurs, une erreur a été commise par l'Institut Pasteur d'Alger sur les résultats des tests de dépistage d'un émigré de Remchi, a

indiqué une autre source de l'EPH de Remchi. «Les services de l'Institut Pasteur avaient envoyé dans un premier temps par erreur des résultats négatifs du patient qui a aussitôt quitté notre établissement de santé, mais quelques heures après sa sortie, de nouveaux résultats déclarés positifs du même patient sont transmis à notre centre de référence pour le coronavirus. Cette situation a mis en effervescence toute l'équipe médicale de garde qui craignait le risque de contact de cette personne positive avec des membres de sa famille ou avec d'autres citoyens. Heureusement, le malade atteint de coronavirus a été rapidement retrouvé et ramené à l'EPH. Nous avons également procédé ensuite à des consultations médicales sur toutes les personnes approchées par cet émigré pour éviter toute propagation du virus du Covid-19». Il faut souligner que la mobilisation est totale pour toutes les équipes de médecins spécialistes en pneumologie, infectiologie, néphrologie, radiologie et en réanimation ainsi que des infirmiers et des aides-soignants de l'EPH de Remchi et du CHU de Tlemcen, qui se relaient H24 pour

traiter les malades et lutter contre l'épidémie dans ce centre de référence, un centre évidemment interdit à la presse et à tout visiteur, a expliqué un praticien hospitalier en réanimation. «Dans cette unité, il règne une ambiance très particulière. Les patients du Covid sont admis en réanimation de diverses manières. Il y a des malades qui nous sont adressés par certains EPH de la wilaya. Mais, le plus fréquemment, ce sont les services des urgences chirurgico-médicales du CHU de Tlemcen qui nous les envoient», explique ce médecin. Et d'ajouter: «nous disposons d'une dizaine de respirateurs pour la prise en charge en réanimation des cas graves qui nécessitent aussi une surveillance attentive de tous les instants. Certains patients qui sont endormis et intubés sont directement placés sous respirateur pour les aider à mieux respirer et éviter que le virus n'agresse les poumons et ne laisse plus passer l'oxygène dans le sang et les organes». Pour l'instant, les équipes médicales et paramédicales très éprouvées tiennent le choc et sont même prêts à un éventuel pic de l'épidémie de coronavirus.

MARSA BEN M'HIDI

## Un jeune retrouvé pendu dans une forêt

**U**n jeune homme âgé de 20 ans a été retrouvé pendu dans une forêt périurbaine de la ville de Marsa Ben M'hidi (ex-Port Say), dimanche après-midi, a-t-on appris hier auprès des services de sécurité de cette daïra. Selon les mêmes sources, la victime retrouvée par des ri-

verains est originaire de la ville d'Oran. Appelés en urgence sur les lieux, les éléments de la protection civile de la daïra de Bab El-Assa ont transporté la dépouille à l'hôpital de Maghnia où une autopsie et une expertise ADN en urgence ordonnées par le procureur de la République de

K. B.

EL-BAYADH

## Des associations au secours des nomades

Hadj Mostefaoui

**U**ne dizaine d'associations de bienfaisance et à leur tête celles «Ayadi El-Kheir» et «Kafel El-Yatime» se sont distinguées en intervenant, sans relâche, aussi bien auprès des âmes généreuses pour récolter les dons qu'auprès des familles de nomades et des habitants des hameaux enclavés pour leur venir en aide. Ratissant large, ces associations, à l'issue de chacune de leurs opérations de collecte fructueuse de produits de première nécessité n'hésitent pas à arpenter la zone éparses pour remettre ces produits aux familles sans ressources. Ces dernières manquent de semoule et de tant d'autres produits tels le café, le sucre, l'huile de table... L'on a appris qu'un lot de plus de 1.000 colis a été remis

aux nécessiteux en l'espace de quatre jours seulement par ces associations réputées pour leur élan de solidarité infaillible face à la détresse d'autrui, contrairement à d'autres portant des appellations pompeuses et dont les représentants n'apparaissent que lors de certaines manifestations culturelles locales et qui se sont éclipsées totalement du paysage.

Les membres des deux associations épaulées par des dizaines de volontaires se coupent en quatre pour redonner le sourire aux familles de nomades démunies.

Des appels pressants sont lancés quotidiennement au chef de l'exécutif de la wilaya afin qu'il somme les directions régionales des offices céréaliers des wilayas limitrophes à revoir à la hausse les quantités de semoule réservées à la wilaya

qui ne bénéficie que de quotas très limités et distribués avec parcimonie par ces offices, chaque livraison suscitant une véritable ruée des citoyens devant l'unique dépôt du chef-lieu de la wilaya.

Alors que dire du reste des 21 chefs-lieux de communes dont les populations ne savent plus à quel saint se vouer pour l'acquisition d'une pincée de semoule. Quant aux milliers d'éleveurs, pris de court par les récentes mesures décidées par les pouvoirs publics, ils s'inquiètent pour l'avenir de leurs troupeaux qui manquent cruellement d'aliment du bétail. Et si aucune mesure n'est décidée dans les délais les plus brefs, cette unique ressource risque de péricliter dangereusement et laisserait des milliers de familles sur le carreau.

TIARET

## Des tonnes de marchandises saisies

El-Houari Dilmi

et remises contre procès-verbal à la direction des domaines. La brigade de gendarmerie de Mechraâ Sfa a saisi, samedi, 3.975 kilogrammes de farine à bord d'un véhicule utilitaire. Trente autres quintaux de sucre et 630 litres d'huile de table ont été saisis dans un garage à Dahmouni, après une descente des gendarmes munis d'un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République du tribunal de Tiaret. Toujours à Dahmouni, 3.454 kilogrammes de maïs ont été saisis et remis contre procès-verbal à la direction des domaines. Les gendarmes ont également saisi 260 kilogrammes de poulet et de dinde à Aïn Dheb et interpellé le conducteur du véhicule.

MOSTAGANEM

## Un corps repêché au large d'Ouréah

B. H.

**L**e corps d'un homme non identifié a été repêché dimanche vers 15 heures, à quelque 4 miles au nord de la plage d'Ouréah par les plongeurs de l'unité de la protection civile, a-t-on appris auprès de la cellule de com-

munication des services de la protection civile de Mostaganem. Le corps en état de décomposition avancée, a été transféré par les éléments de la protection civile vers la morgue de l'établissement hospitalier «Che Guevara». Une enquête a été ouverte par les services compétents.

## Equipements de protection : le privé s'implique

**U**ne production de 80.000 masques préventifs et 9.000 tenues du corps médical et paramédical est prévue à Mostaganem, a-t-on appris du groupe industriel national privé «Sidi Bendehiba», initiateur. Le chargé d'information, Chafet Guessous, a indiqué que ce groupe industriel implanté dans la commune de Mesra œuvre, en collaboration avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, à produire ces produits préventifs pour contribuer aux efforts de prévention contre la propagation du Covid-19. Il est prévu le lancement de l'opération de fabrication de ces moyens de protection au niveau des ateliers de couture dans les centres de formation professionnelle et d'apprentissage de la commune de Hassi Mamèche et de Kharouba (commune de Mostaganem), où le complexe fournit la matière première nécessaire, a-t-on indiqué.

Parallèlement, M. Guessous a signalé que le groupe industriel, en tant qu'entreprise citoyenne, a mené une vaste opération de désinfection à travers la commune de Mesra, en collaboration avec les autorités locales, et a également fait don de produits de nettoyage et de désinfection à de nombreuses associations qui se sont portées volontaires dans le cadre de la campagne de wilaya de prévention contre le coronavirus.

MASCARA

## La ville attend le grand nettoyage

Belkecir Mohamed

**L**a population de Mascara suit de près l'évolution de l'épidémie de coronavirus qui fait des ravages dans le monde entier. La ville tente par tout moyen d'entretenir l'hygiène tout comme ses habitants, dans leur ensemble qui observent les règles fondamentales de la désinfection. Les Mascareens constatent que la ville, ses artères et ses façades ont énormément be-

soin d'une grande opération de nettoyage à l'instar des autres villes qui sont lavées à grande eau. Mascara attend son tour pour sa toilette et ses citoyens, impatients, attendant de voir les véhicules des services compétents, protection civile et de sécurité entrer en scène pour participer à cette opération combien souhaitée. Ils ont hâte de voir ainsi ces camions-citernes sillonnner les routes avec leurs puissants canons à eau et pulvérisateurs.

## COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

ANEPE Gratuit N° 0024 Le Quotidien d'Oran 31/03/2020

## APPARTEMENTS

## VILLAS

■ Vends F3 de 68 m<sup>2</sup> au 3<sup>ème</sup> étage - Rénové - Situé au centre d'ORAN (à 20 m du Café Clichy) - Prix intéressant après visite - Tél : 0791.70.94.98 - 0699.89.42.73

■ Loue à ORAN : Appart de 2 Pièces - Cuisine - SDB - Hall - Sup. 70 m<sup>2</sup> - Situé dans 1 Villa avec entrée indépendante à côté Morchid pour couple sérieux - Tél : 0553.07.99.29

■ Vente Appart F3 AADL Cosider au 10<sup>ème</sup> étage avec Ascenseur - Prix 500 Unités - Tél : 0559.94.35.23 - 0540.62.46.94

■ A louer appartement 4 pièces, meublé de luxe, situé sur boulevard Frange maritime en allant vers Canastel/+ à louer appartement meublé 4 pièces à ha Yasmine Oran - 0770.50.02.94

■ A louer appartement grand standing, dans une maison de maître, 3 pièces, cuisine, SDB, entre Protin et Choupot, pour couple et un enfant ou sans - tél : 0661.21.12.31

■ Vends appart F4 CSDB, 2<sup>e</sup> étage acté + LF, 70 m<sup>2</sup>, à cité Radieuse Maravel, Oran - Tél : 0772.19.71.32

■ Avendre à Oran Lotfi/centre-ville F4 meublé de 130m<sup>2</sup> au 7<sup>ème</sup> étage avec ascenseur, 3 façades, 3 chambres avec balcons individuels, grand salon, salon à manger, cuisine, SDB, toilettes et placard - Prix 22 millions DA - Tél. 0560.19.75.28

## LOCAUX

■ Vends Maison de Maître 1+1 en plein centre-ville ORAN - 204 m<sup>2</sup> - 2 façades - située à 300 m de la place des Victoires, à 200 m de la wilaya et à 10 m de la rue Mirachauch - Tél : 0778.22.47.06

■ A vendre à Bel-Air à 50m Bd Froment Coste local commercial 120m<sup>2</sup> (20m<sup>2</sup>RDC et 100m<sup>2</sup> 1<sup>ère</sup> étage) acté, entrée individuelle, place de parking au RDC. Bureau PDG, grand openspace, 2 SDB. Convent fonction libérale, plusieurs lignes de téléphone et Wimax. Prix 18.5 M - Tél. 0560.19.75.28 ou 0558.60.64.82

■ Vends appart F2 Akid Lotfi 2<sup>e</sup> étage acté - Tél : 0796.21.80.68

■ A vendre parking auto couvert acté sup 728 m<sup>2</sup> au centre-ville d'Oran - tél : 0780.80.48.51

## DIVERS

■ Docteur Naima LAZOUNI spécialiste de la correction auditive vous invite à faire un examen auditif gratuit à vous ou à votre enfant. Téléphonez au 0560.47.00.16 - 0560.47.00.15- 0560.47.00.04

**Une Société dans le domaine de traitement des eaux ouvre son recrutement pour son laboratoire et cherche des Techniciens ou Ingénieurs**

spécialisés dans ce domaine, possédant des compétences : qualification dans les analyses physico-chimiques des eaux.

Veuillez envoyer vos C.V. par E-Mail : [recrutement3120@gmail.com](mailto:recrutement3120@gmail.com)

## SOCIÉTÉ

**Dans le Golfe, la double peine des travailleurs immigrés face au virus**

Par Gregory Walton

ls subissent les répercussions du nouveau coronavirus plus que quiconque dans les pays du Golfe. Des millions de travailleurs immigrés, souffrant déjà de précarité, craignent pour leur santé et leur emploi face aux mesures prises pour enrayer la propagation de la pandémie. Plus de 3.400 cas d'infections et 16 morts dues à l'épidémie ont été déclarés dans les monarchies arabes du Golfe, ralentissant l'activité économique de ces pays dont beaucoup emploient une très importante main-d'œuvre étrangère, surtout asiatique. "Cela fait huit à dix jours que nous sommes enfermés. Nous ne savons pas quand cela va se terminer", raconte à l'AFP un ingénieur pakistanaise au Qatar, qui a été mis en quarantaine. "Le problème fondamental maintenant, c'est l'accès à la nourriture", confie cet homme de 27 ans qui dit recevoir de la nourriture du gouvernement, mais "en petite quantité". Comme lui, des dizaines de milliers d'étrangers sont confinés dans la zone industrielle de Doha après qu'un certain nombre d'entre eux eurent contracté la maladie de Covid-19.

**«PEUR D'ÊTRE INFECTÉ»**

Les forces de l'ordre ont encerclé la zone, une mesure essentielle pour sauver des vies, assurent les autorités. Des équipes médicales y sont déployées, selon elles. Mais les logements exigus où les travailleurs immigrés sont entassés dans de mauvaises conditions sanitaires les mettent en danger, prévenant les organisations de défense des droits humains.

Pour Amnesty International, ces em-

ployés sont particulièrement exposés au risque de contamination dans les "camps" où ils sont "piégés" et où la distanciation sociale paraît illusoire. Selon le bureau à Doha de l'Organisation internationale du travail (OIT), certains employeurs ont transféré leur personnel dans des habitations plus spacieuses pour éviter la promiscuité. C'est le cas d'un employé de supermarché sri-lankais qui partage avec d'autres étrangers une maison qui a été désinfectée. "Ils nous forcent à porter des masques et des gants", dit à l'AFP le jeune homme de 23 ans mais son anxiété reste palpable. Un vendeur turc raconte lui-même auto-confiné par précaution. "J'ai peur de me faire contaminer", dit l'homme de 49 ans. Comme de nombreux autres travailleurs immigrés, il ne bénéficie d'aucune assurance maladie. Et, alors que les activités non essentielles sont interrompues, beaucoup comme lui ne perçoivent plus leurs salaires et craignent des licenciements, voire des expulsions. Une catastrophe pour les familles qui dépendent de leurs revenus. Outre les logements "surpeuplés, souvent insalubres", ces personnes pâtissent d'un "droit du travail qui donne aux employeurs des pouvoirs excessifs et favorise abus et exploitation", dénonce Hiba Zayadin, chercheuse sur le Golfe à Human Rights Watch (HRW). Les monarchies du Golfe devraient prendre "des mesures visant à prévenir la propagation du virus" dans leurs logements, veiller à ce que ces personnes soient "payées à temps et intégralement" et "ne soient pas menacées d'expulsion ou de sanctions", déclare-t-elle à l'AFP.

**«IMPACT DÉSASTREUX»**

En Arabie saoudite, où vivent 10 mil-

lions d'expatriés, certains se plaignent que leurs patrons les incitent à travailler ou à accepter un congé sans solde pendant que les citoyens saoudiens bénéficient, eux, d'un congé payé. "Beaucoup d'ouvriers du secteur privé souffrent de la fermeture de la plupart des activités économiques. De nombreux employeurs les forcent à rester chez eux sans être payés", indique à l'AFP un diplomate arabe basé à Ryad. "Les employeurs utilisent les compensations (financières) versées par le royaume au secteur privé pour couvrir leurs pertes dues à la suspension (des activités de leur compagnie) mais ne se préoccupent pas des employés", estime-t-il. Au Koweït, qui compte 2,8 millions de travailleurs immigrés, Oum Sabrine, une Egyptienne, ne sera pas payée par le salon de beauté, fermé, où elle travaille. Si elle envisage de poursuivre son employeur en justice, beaucoup hésitent à s'exprimer par crainte de représailles. Le Qatar, qui accueille en 2022 la Coupe du monde de football et se livre à d'énormes travaux publics, est particulièrement scruté par les organisations internationales et les ONG.

De nombreux travailleurs immigrés - qui représentent plus de trois quarts de la population - travaillent sur des projets liés à la compétition, comme la construction de stades qui se poursuit alors que la plupart des activités non essentielles sont à l'arrêt. L'OIT craint le non-versement des salaires et des licenciements, alors que les économies du Golfe sont frappées de plein fouet par la chute des prix du pétrole. Pour Houtan Homayounpour, directeur de l'OIT au Qatar, des licenciements massifs, évités jusqu'à présent, auraient un "impact désastreux".

(AFP)

## LFP - Arrêt des compétitions De redoutables conséquences pour les clubs

Adjal L.

Personne n'ignore qu'en temps normal, avant l'arrivée du coronavirus, les clubs algériens souffraient le martyre dans le domaine financier, y compris ceux qui sont parnassés par les entreprises économiques. Bon an, mal an, ils ont survécu grâce à la manne de l'Etat. Sans l'aide des pouvoirs publics donc, les clubs supposés du statut professionnel seraient incapables d'être présents sur le terrain et donner un semblant d'animation sportive à une population pourtant prête à vibrer au moindre exploit. La preuve a été donnée au mois de juillet dernier, lorsque nos «verts» ont remporté la Coupe d'Afrique des nations dans un milieu pourtant très hostile. Officiellement, les clubs de l'élite sont censés générer des moyens pour leur autofinancement. Outre l'Etat, les dirigeants misent énormément sur le sponsoring des entreprises économiques et, évidemment, sur les recettes aux guichets. Il s'avère qu'en dépit de ces sources de financement, c'est dans un gouffre que sont plongés tous les clubs des deux divisions.

C'est la colossale masse salariale et les fortes primes qui sont les causes principales de cette déplorable banqueroute. Car, engagés dans une folle surenchère pour avoir les meilleurs joueurs disponibles sur le marché, les dirigeants dépensent sans compter, d'où les end dettements faramineux enregistrés à chaque saison.

A présent que le championnat est à l'arrêt, il est certain

que les conséquences vont aller crescendo, dans la mesure où les sources de financement sont appelées à se tarir.

D'un côté, l'Etat, principal bailleur de fonds, a d'autres occupations vitales au fonctionnement du pays.

Avec la chute du prix du pétrole et l'apparition de la pandémie, le gouvernement, sous les directives du président de la République, a opté pour des mesures d'austérité. C'est déjà un coup très dur pour les clubs trop longtemps habitués au rôle d'assistés. Et comme il n'y a plus de matches, il n'y a plus de quotes-parts émanant de la télé publique, un apport non négligeable pour temps «normal». Pas de recettes aux guichets non plus. Comme on le voit, le tableau est très sombre. Dans ces conditions, on se demande comment vont réagir les dirigeants, censés être les capitaines à bord de navires cherchant à éviter de nombreux écueils ? Car il ne faudrait pas oublier les autres charges.

Outre les salaires et les primes, ils doivent s'acquitter des frais liés à l'infrastructure, au transport et à l'hébergement. On se gardera d'oublier les cotisations non versées à la CNAS. A ce propos, on a appris que les clubs traînent des ardoises faramineuses. On ajoutera qu'en raison du manquement à leurs obligations figurant pourtant dans les contrats avec leurs joueurs, les clubs sont souvent sanctionnés financièrement par la CRL. Aussi, les dirigeants sont pris dans une spirale dont on ne voit pas la fin.

Le plus grave, c'est qu'aucune porte de sortie de

crise ne pointe à l'horizon, surtout avec la situation d'urgence actuelle du pays.

### • Trouver des solutions durables

En Europe, de nombreux clubs ont procédé à une baisse sensible des salaires de leurs joueurs, une mesure globalement acceptée et applaudie par la majorité des joueurs. Quant à la minorité récalcitrante, elle a essayé les violentes critiques des médias.

On soulignera aussi la conduite civique de plusieurs stars du sport qui ont fait des dons conséquents aux hôpitaux et aux laboratoires. Les clubs leur ont emboîté le pas en mettant leurs stades à la disposition des équipes médicales. Même les moins nantis ont également contribué à alimenter les comptes bancaires anonymement pour endiguer les effets de cette terrible crise humanitaire. Chez nous, les joueurs auront-ils le réflexe de baisser leurs gros salaires ? C'est une question qui vient à l'esprit au moment où la solidarité nationale est un devoir incontournable. Pour ce faire, il faudrait que les «stars» s'exécutent et donnent l'exemple aux autres joueurs grassement payés. Avec cette crise que personne n'attendait, les responsables des ligues ainsi que les dirigeants des clubs seraient bien inspirés de plancher sur des solutions durables à travers de projets pour assurer au moins une partie du financement. Si aucune initiative ne pointe à l'horizon, il est fort probable que le football algérien est appelé à subir de redoutables conséquences. Sommes-nous trop pessimistes ?

## Lazio Rome L'Algérien Mohamed Fares convoité



L'international algérien Mohamed Fares intéresserait le club de la Lazio Rome (Serie A) pour l'enrôler la saison prochaine lors du marché des transferts, a rapporté la presse italienne.

Les dirigeants de la Lazio, «qui s'entendent bien avec ceux de la SPAL, club de Fa-

res (24 ans), veulent profiter de cette bonne relation pour renforcer la ligne défensive de l'équipe par un latéral gauche de métier», ajoute la même source. Selon le média Lazio News, le club romain suit l'international algérien et ancien joueur du Hellas Vérone depuis la saison dernière. Il était

d'ailleurs dans le viseur des «Biancocelesti» juste après la Coupe d'Afrique des nations-2019 qu'il a remporté avec la sélection algérienne en Egypte. Mais la grave blessure qu'il a contractée en août dernier avait mis un terme aux discussions entre les deux clubs italiens.

## FAF - Réunion du BF aujourd'hui Sous le signe de la solidarité

M. B.

Fait inédit ! La réunion mensuelle statutaire du Bureau fédéral (BF) de la Fédération algérienne de football (FAF) se tiendra aujourd'hui (11h00) par vidéoconférence. La FAF a indiqué que des mesures de soutien et de relance seront envisagées lors de cette réunion, comme annoncé auparavant par la Direction technique nationale (DTN).

Cette dernière envisage de proposer des mesures en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

«La DTN envisage de proposer prochainement des mesures de soutien et de relance les plus appropriées à chaque secteur dans le champ footballistique national», avait écrit le DTN dans une lettre adressée à ses collègues techniciens et aux licenciés. Ainsi, cette réunion sera placée sous le signe de la solidarité avec le peuple algérien dans son éprouve face au Covid-19 et devra examiner le meilleur moyen d'apporter une aide et une contribution à mettre à la disposition des pouvoirs publics en ces temps d'en-

traide. Concernant la suite à donner au reste de la saison, le DTN, Ameur Chafik, a expliqué que la FAF ne veut pas prendre de décision, mais «souhaiterait qu'un certain nombre de scénarios soient proposés et que l'on puisse choisir parmi ces propositions. Ce qu'il faut éviter, c'est que chacun invente ses propres règles».

Pour rappel, cette réunion du BF était programmée pour le 23 mars dernier, mais avait été reportée en raison de la suspension de toutes les activités sportives et culturelles.

## Coronavirus Le beau geste de Ryad Boudebouz



L'international algérien, Ryad Boudebouz, a fait un don à l'hôpital Pasteur de Colmar a révélé le média français l'Alsace.

Le frère de l'ancien du Béthis, Mehdi, a déclaré au média régional : « Les entraînements avec son club

de l'AS Saint-Etienne ayant été suspendus jusqu'à nouvel ordre, Ryad nous a appelés quelques jours avant l'annonce du confinement. Étant Colmarien, et voyant que les habitants de sa région natale étaient particulièrement touchés par le

## Nouveau stade d'Oran La pelouse commence à prendre forme

Le gazon du nouveau stade Olympique d'Oran poursuit sa poussée dans de bonnes conditions, ce qui augure de sa réussite, s'est félicité dimanche le directeur de l'entreprise «Natural Grass», chargée de sa réalisation. «Ca fait déjà près de trois semaines depuis le lancement de la semence du gazon du nouveau stade d'Oran, et tout marche comme prévu», a déclaré Farid Bousaad. Les travaux de cette infrastructure de 40.000 places, relevant du complexe sportif implanté dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran), sont en voie d'achèvement. L'infrastructure devrait être réceptionnée en juin prochain.

Le responsable de «Natural Grass» a poursuivi, en outre, qu'il a été encouragé par les responsables de la Fédération algérienne de football (FAF) «qui sont déjà satisfaits de la qualité de la pelouse».

Le nouveau stade d'Oran a fait l'objet dernièrement d'une visite de la commis-

sion de la Confédération africaine de football en vue de l'homologuer pour éventuellement accueillir des rencontres de l'équipe nationale dans le cadre des prochaines éliminatoires du Mondial-2022. Outre cette enceinte, la FAF a également retenu celles du 5-Juillet à Alger et Mustapha-Tchaker à Blida comme lieu de domiciliation des «verts» dans ces qualifications, rappelle-ton.

La semence de l'herbe se poursuit en pâture sous un voile de forage (perméable à l'air et à l'eau) qui restera en place durant quelques jours, le temps de favoriser une bonne germination et croissance du gazon. La FAF a précisé, sur son site officiel, que «la pelouse de ce stade est en AirFibr (terrain hybride, soit une herbe naturelle renforcée par une microfibre synthétique) et est considérée parmi les meilleurs procédés pratiqués dans les grands stades à travers le monde», souligne-t-on. Farid Bou-

## Football - Coronavirus

**Entre ennui et nostalgie du sport**

Dans un football moderne qui a gommé les frontières, de nombreux joueurs évoluent dans des championnats hors de leur pays d'origine. Mais ils se retrouvent isolés loin de leurs familles en cette période de confinement pour se protéger du coronavirus.

L'épidémie de Covid-19 qui a brutalement stoppé toute compétition sportive est venue bouleverser le quotidien des joueurs, les laissant sans perspective de reprise concrète et avec, comme seule possibilité de s'entretenir, des séances en solitaire ou au mieux menées par visio-conférence pour préserver un semblant d'esprit d'équipe. «C'est une façon de garder contact les uns avec les autres, de conserver une forme de routine, parce que je pense que c'est important», avait expliqué l'entraîneur de Brighton, Graham Potter, qui anime une séance matinale commune par vidéo. «Tous nos gars sont ici au Royaume-Uni. C'est pour ça qu'il est important que l'on reste en contact et qu'on échange régulièrement, pour s'assurer que tout le monde va bien». «Ils sont loin de leurs familles, leurs familles leur manquent, c'est quelque chose que nous comprenons. Nous en avons conscience, mais nous avons pensé qu'il était plus sûr de limiter les déplacements internationaux et qu'ils restent à la maison en sécurité», a-t-il complété.

**• Coincé entre deux mondes**

D'autres clubs ont laissé leurs

stars prendre l'avion pour rentrer dans leur pays d'origine, à l'instar du Paris SG qui a autorisé Neymar, Thiago Silva ou encore Edinson Cavani à retourner au Brésil et en Uruguay avant que des restrictions de voyage ne soient mises en place pour le confinement. A l'inverse, certains joueurs se sont retrouvés coincés chez eux lorsque les premiers cas de Covid-19 se sont déclarés dans des équipes professionnelles.

C'est le cas de l'ailier espagnol de Chelsea, Pedro, obligé de s'isoler dans son domicile londonien quand son coéquipier Callum Hudson-Odoi est devenu le premier joueur de Premier League atteint par la maladie. «C'est dur de ne pas pouvoir voir mes enfants» qui vivent à Barcelone, avait-il confié à la radio espagnole Cadena SER, «mais j'imagine qu'il y a beaucoup de gens comme moi». «Je leur dis juste de bien rester à la maison et qu'ils me manquent», avait-il ajouté. Le coach espagnol de Birmingham (D2), Pep Clotet, a choisi, lui, de renvoyer sa famille en Espagne avant que l'état d'urgence n'y soit décreté, mais de demeurer en Angleterre au plus près de son équipe. «Je suis coincé entre deux mondes. J'ai le sentiment de ne pas faire mon travail correctement. Je n'arrête pas de me dire peut-être que je devrais rentrer ?, mais je ne peux pas parce que je dois travailler». L'une des principales difficultés de cette situation exceptionnelle est aussi de meubler tout ce temps laissé libre par la disparition du football.

«Le foot me manque» «Évidemment, je m'ennuie un peu puisque ça fait deux semaines que la quarantaine à la maison a démarré», a expliqué le gardien polonais de la Juventus Wojciech Szczęsny à Sky Sports Italia. «Je suis seul à Turin parce que ma famille est repartie en Pologne. Maintenant, je dois reconnaître que je suis plutôt tranquille. Je dors beaucoup», a-t-il ajouté. Mais pour certains joueurs, cette pause inattendue est bienvenue, leur permettant de passer davantage de temps avec leurs proches, loin du rythme effréné des matches que connaissent habituellement les internationaux. «C'est bizarre parce qu'il y a toujours du foot qui vient, d'habitude», a expliqué le milieu de terrain international argentin (65 sélections) de Séville Ever Banega à l'AFP. «Quand la Liga s'arrête, il y a les matches internationaux. Même l'été, on a les rencontres d'avant-saison», a-t-il détaillé. «Cela nous fait rater beaucoup de moments avec ceux qu'on aime. Du coup, ce que je fais surtout, c'est de profiter du temps avec mes enfants, ma femme, prendre du plaisir en famille». Et quand, dans un avenir incertain, la compétition reprendra ses droits, c'est avec un regard neuf que certains retrouveront le rectangle vert. «On se réveille et on ne sait pas quoi faire», s'est lamenté le défenseur français du Celtic Glasgow Christopher Jullien. «On se rend compte de ce que serait notre vie quotidienne sans le foot. Le foot me manque», a-t-il avoué.

**Jeux olympiques****Les JO de Tokyo reportés ouvriront le 23 juillet 2021**

Les Jeux olympiques de Tokyo 2020, reportés en raison de la pandémie de coronavirus, ouvriront le vendredi 23 juillet 2021, soit quasiment un an pour jour pour jour après la date initialement prévue, et se clôtureront le 8 août, ont annoncé lundi les organisateurs. "Les Jeux olympiques se tiendront du 23 juillet au 8 août 2021. Les Paralympiques se dérouleront du 24 août au 5 septembre", a déclaré le président du comité d'organisation japonais Yoshiro Mori lors d'une conférence de presse à Tokyo annoncée en dernière

minute. Quelques heures auparavant, M. Mori avait déclaré qu'il prévoyait que le Comité international olympique (CIO) annonce les nouvelles dates des Jeux dans le courant de cette semaine. Cependant la date du 23 juillet 2021 avait déjà fuité dans les médias japonais. Cette annonce intervient moins d'une semaine après la décision par le Comité international olympique (CIO) et le Japon du report historique des Jeux, - qui devaient initialement ouvrir le 24 juillet 2020 -, à la suite d'inquiétu-

des et de pressions grandissantes de la part d'athlètes et de fédérations sportives face à la crise sanitaire mondiale. Les organisateurs avaient alors exprimé leur volonté d'organiser les Jeux d'ici à l'été 2021 au plus tard, mais n'avaient pas encore fixé les dates.

Certains médias avaient spéculé que les organisateurs pourraient profiter du report pour faire en sorte que la compétition se tienne plutôt au printemps, nettement plus propice que l'été, très chaud et humide à Tokyo.

## France

### Un crédit pour sauver les clubs en faillite



**L**e scénario catastrophe se profile pour les clubs de Ligue 1 et la Ligue 2, et désormais la survie de plusieurs d'entre-eux est clairement menacée. Le football français, déjà plongé dans la sinistrose, a pris un uppercut samedi en apprenant que Canal+ avait décidé de geler le paiement des 110ME que la chaîne cryptée devait payer la semaine prochaine. Et cela d'autant plus que BeInSports envisage de faire la même chose, les deux diffuseurs ne souhaitant pas payer des matchs qu'ils n'ont pas diffusés. Outre cette énorme manne financière des droits TV, les clubs de Ligue 1 sont désormais bien conscients que le prochain mercato ne sera pas de nature à régler les problèmes, les prix étant

probablement tirés vers le bas, à l'image de la Premier League elle aussi en crise et où les achats ne seront plus aussi dispendieux en France. La crise est telle

que Le Parisien affirme que des dirigeants de plusieurs clubs français n'hésitent pas à évoquer un dépôt de bilan.

«Aux 300 à 400 millions d'euros de pertes dues directement au Covid-19, 400 autres pourraient s'ajouter en non-cessions de footballeurs. Certains dirigeants de club le confient en privé : à ce stade, ils n'excluent pas un dépôt de bilan quand la saison s'achèvera, explique le quotidien francilien, qui affirme que du côté des dirigeants de la Ligue de Football Professionnel on semble probablement tirés vers le bas, à l'image de la Premier League elle aussi en crise et où les achats ne seront plus aussi dispendieux en France. La crise est telle que Le Parisien affirme que des dirigeants de plusieurs clubs français n'hésitent pas à évoquer un dépôt de bilan.

La LFP peut se tourner vers des financiers privés qui lui avanceront les montants des prochains droits 2020-2024.

Elle rembourserait ensuite ces créanciers au fil des versements de Mediapro, qui doit payer 780 millions d'euros par saison. Les Espagnols commenceront à payer quand la saison 2020-2021 débutera, ce qui est un autre problème.

Mais en attendant, cette avance pourrait soulager un peu cette Ligue 1 en pleine tempête. » Reste à trouver ceux qui accepteront ce coûteux deal, mais à priori cela risque d'être la seule solution pour sauver les clubs dont les propriétaires n'ont pas les reins assez solides.

### FC Barcelone Xavi veut revenir avec son propre projet



**I**l ne s'en cache plus: la légende du FC Barcelone Xavi Hernandez (40 ans), aujourd'hui entraîneur du club d'Al-Sadd au Qatar, a assuré qu'il souhaitait «revenir au Barça» comme entraîneur, mais avec son propre projet. «Pour moi, c'est très clair: je veux revenir au Barça, ça me fait très envie. Il y a quelques années, j'avais un parcours respectable, mais maintenant que je me suis vu entraîner, je sais que je peux apporter quelque chose aux joueurs», a déclaré l'ex-joueur du Barça (1998-2015). «Mais j'ai fait en sorte que ce soit clair (pour les dirigeants du Barça, NDLR): je me vois commencer un projet à zéro, et je veux que celui qui prend les décisions, ce soit moi», a ajouté l'icône du Camp Nou à l'immense palmarès (25 trophées en 767 matches, champion du monde 2010 et double champion d'Europe en 2008 et 2012 avec l'Espagne). Dans cet entretien, sa première sortie médiatique depuis les négociations avortées pour un retour au Barça en janvier, la légende blaugrana assure que le fait que les négociations pour le faire venir sur le banc catalan aient été rendues publiques dès le début, ne l'a pas

dérangé. «Je n'ai aucun problème: je ne me cache pas, je ne me rétracte pas. J'aimerais seulement travailler avec des gens en qui j'ai confiance, qui ont de la loyauté, des gens compétents. Il ne peut y avoir personnes de toxique autour du vestiaire», a précisé Xavi. Début janvier, à Doha, le directeur sportif du Barça Eric Abidal et le directeur général Oscar Grau avaient rencontré Xavi, aux commandes du club qatarien d'Al-Sadd depuis août 2019 après y avoir terminé sa carrière de joueur. Les deux dirigeants lui avaient proposé de réaliser son «rêve» d'entraîner le Barça en remplacement d'Ernesto Valverde, mais Xavi avait demandé du temps, et avait décidé de ne pas entraîner son club de cœur... dans l'immédiat. Par ailleurs, l'ancien joueur catalan a donné quelques indices sur la composition de son potentiel futur staff : «On parle de Carles Puyol, qui a été capitaine du Barça, et de Jordi Cruyff, très bon négociateur, avec beaucoup d'expérience sur la partie technique.

•2

09.45 Tout le monde a son mot à dire  
10.15 Les Z'amours  
10.50 Tout le monde veut prendre sa place  
12.00 Journal  
12.50 Film non communiqué  
14.35 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre  
16.00 Défenseur des droits  
16.50 Tout le monde a son mot à dire  
17.25 N'oubliez pas les paroles  
19.00 Journal



## 20.05 Rendez-vous en terre inconnue

Pendant des générations, les Van Gujjar ont vécu avec leurs troupeaux de buffles au cœur des forêts du nord de l'Inde. Mais la création de parcs et la pression des autorités ont divisé ce peuple. Certains se sont sédentarisés. D'autres tentent de conserver leur mode de vie traditionnel. Durant deux semaines, Raphaël de Casabianca, qui succède à Frédéric Lopez, ainsi que le réalisateur et acteur Franck Gastambide ont partagé le quotidien de ces derniers nomades, qui se déplacent au gré des saisons entre les plaines du Gange et les contreforts de l'Himalaya.

22.00 Devenir grand



OCS choc 19.45

### LA CÉRÉMONIE

Avec Sandrine Bonnaire, Isabelle Huppert, Jacqueline Bisset, Jean-Pierre Cassel, Virginie Ledoyen

Sophie est engagée comme domestique au service des Lelièvre, une famille bourgeoise et cultivée de la région de Saint-Malo. Bien élevée, effacée et ne se plaignant jamais, elle donne rapidement satisfaction à chacun. Sophie souffre cependant d'analphabétisme, qu'elle dissimule soigneusement à ses patrons. La jeune femme se lie bientôt d'amitié avec Jeanne, la postière du village voisin, qui déteste les riches et particulièrement la famille Lelièvre.

•3

## 20.05 Meurtres à Brides-les-Bains



Gabrielle Sandraz, journaliste, s'est installée dans une belle demeure sur les hauteurs de Brides-les-Bains. Son mari Georges, qui s'est enfui du village il y a dix ans après avoir été accusé de meurtre, est retrouvé mort. Gabrielle ne se remet pas de cette brutale disparition. Le commandant Julien Forest, 45 ans, est chargé de l'enquête dans cette petite station thermale apparemment tranquille.

21.35 Meurtres à Aix-en-Provence

•4

## 20.05 Apocalypse : la guerre des mondes 1945-1991



**-Le monde tremble (Saison 7 - Episode 3)**  
Septembre 1950. En Corée, le conflit continue. Après un débarquement réussi à Incheon, le général américain MacArthur et ses troupes connaissent à nouveau la défaite dans la région glaciale du fleuve Yalu et font face à un nouvel ennemi : la Chine. Truman songe à la bombe atomique. En Indochine, les Français aussi sont au plus mal. Le général de Latte de Tassigny, envoyé à Saigon, utilise du napalm, fourni par les Américains, pour contrer les soldats d'Ho Chi Minh en janvier 1951.

•5

arte

TF1

09.40 Sid le petit scientifique  
10.50 Zou  
11.30 Sam le pompier  
12.10 Les grandes grandes vacances  
12.35 C'est toujours pas sorcier  
13.00 La maison Lumni...  
15.45 Ninjago  
16.50 Angelo la débrouille  
17.45 Taffy  
18.30 Oscar & Malika, toujours en retard  
19.25 Une saison au zoo

10.45 La quotidienne  
12.05 Manaus, une ville au cœur de la jungle  
12.40 Le magazine de la santé  
13.35 Allô, docteurs !  
14.10 Des trains pas comme les autres  
14.35 Le dromadaire après l'eden  
15.30 La disparition de l'homme de Néandertal  
16.45 C dans l'air  
18.00 C à vous  
18.55 Les 100 lieux qu'il faut voir  
19.45 Laissez entrer la nature  
19.50 Enquête de santé  
21.45 C dans l'air  
22.50 C à vous

11.50 Arte journal  
12.00 Arte regards  
12.35 Walk the Line  
15.00 La route de la Soie et autres merveilles  
15.30 Invitation au voyage  
16.10 Xénius  
16.45 La route de la Soie et autres merveilles  
17.15 L'Australie sauvage  
17.55 Tasmanie, le petit peuple des grottes  
18.45 Arte journal  
19.05 28 minutes  
19.50 Histoire du trafic de drogues  
22.35 Philippines, sur ordre du président

TFX

08.30 Une nounou d'enfer  
12.35 Gossip Girl  
16.10 Friends  
20.05 Beethoven, chasseur de trésor  
22.05 Joséphine



CINE+ émotion 19.50

### PAPA OU MAMAN

Avec Laurent Lafitte, Marina Foïs, Anne Le Ny, Michel Vuillermoz, Michaël Abiteboul

Mariés depuis 15 ans, Vincent et Florence Leroy décident de divorcer. Ces deux quadragénaires modernes aux vies bien remplies ont pris cette décision d'un commun accord et veulent avant tout que le divorce se passe harmonieusement. Mais ils sont incapables d'annoncer la nouvelle à leurs enfants et se voient tous les deux proposer une offre professionnelle qui doit les éloigner de la France. Un chose les sépare bientôt : ils ne veulent ni l'un ni l'autre avoir la garde des enfants.

TF1

# TÉLÉVISION

## 20.05 Prodigal Son



### Prodigal Son (Saison: 1 - Episode 7)

A la recherche du véhicule qui a appartenu à son père, Malcolm se fait tirer dessus par un inconnu dans une décharge de voitures. Suite à une fouille sur place, les corps de plusieurs femmes sont trouvés dans un broyeur. La police est persuadée que ces meurtres ne sont pas liés à Martin. Bright, en revanche, ne croit pas à une coïncidence. D'après les autopsies, tout porte à croire qu'un seul homme a commis ces crimes.

21.50 Esprits criminels

M6

## 20.05 Pékin express : retour sur la route mythique



Pour cette demi-finale, les trois binômes encore en lice s'affrontent lors de trois courses trépidantes, dans les décors grandioses de la Mongolie-Intérieure, région autonome du nord de la Chine. Les duos sont confrontés à des épreuves sportives ou de logique. Les candidats ont beaucoup de mal à se faire comprendre, ce qui pose un réel problème pour avancer en stop.

22.15 Pékin express : itinéraire bis

CANAL+

## 20.05 Rebelles



Sandra, ancienne miss Nord-Pas-de-Calais revient à Boulogne-sur-Mer après 15 ans sur la côte d'Azur. Sans emploi elle reprend un travail en tant qu'ouvrière dans une conserverie. Elle retrouve Marylin qu'elle a connue en école de coiffure et elle y fait la connaissance de Nadine. Alors que son patron Jean-Michel tente de la violer, ce dernier meurt de manière accidentelle. Avec ses deux collègues qui ont assisté à la scène, Sandra découvre alors un sac appartenant au défunt qui contient beaucoup de billets.

21.25 Les estivants

PLANÈTE +

C8

W9

09.00 Ce soir chez Baba - Darka !  
10.30 Marvel : résurrection héroïque  
11.20 Philips : transformation réussie  
12.10 Merveilles de la nature  
13.00 Supernature  
14.50 Guerrières de l'Antiquité  
16.40 Singapour, ville sauvage  
17.30 Blue World  
18.05 Arabie, le voyage inattendu  
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.  
19.55 Une histoire de coeurs  
20.15 Ce que veulent les femmes

08.30 W9 Hits Gold  
09.30 W9 Hits Gold  
10.35 W9 Hits  
11.40 NCIS  
15.40 Un dîner presque parfait  
17.50 Les Marseillais aux Caraïbes  
22.00 Les 20 chansons préférées des Français



Bélier 21-03 au 20-04

Ne vous laissez pas emporter par la colère pour de petits détails sans importance. Faites preuve de compréhension avec votre entourage immédiat.

Taureau 21-04 au 21-05

Vous avez l'occasion inespérée de pouvoir facilement résoudre un problème qui vous préoccupe depuis un certain temps. Il ne faudra pourtant pas faiblir face à l'obstacle car une difficulté imprévue vous retarde dans votre progression.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Comme la chance en affaires vous préoccupe, vous n'êtes pas tout à fait sûr d'être capable de bien gérer vos relations avec vos amis et collègues.

Cancer 22-06 au 22-07

C'est une lourde tâche que de vouloir prendre en charge ceux pour qui on nourrit des sentiments profonds. Faites savoir ce qu'il en est car il est temps de vous libérer de ce genre d'asservissement qui finit par vous peser.

Lion 23-07 au 23-08

Vous aurez une pensée pour quelqu'un que vous pensiez avoir oublié. Vous aurez la certitude qu'un rapprochement est possible et vous allez mettre en œuvre tout ce qu'il faut pour qu'une rencontre a lieu. Cela représente quelque chose de très important pour vous.

Vierge 24-08 au 23-09

N'hésitez pas à utiliser votre pouvoir de persuasion pour obtenir ce que vous voulez, même s'il s'agit d'une personne importante.

Balance 24-09 au 23-10

Il y aurait beaucoup à dire sur un sujet très épiqueux. Tournez votre langue sept fois dans la bouche avant de prendre la parole.

Scorpion 24-10 au 22-11

Faites très attention à certains signes et indices révélateurs toute la semaine. Le moral et la forme physique sont là et vous avez confiance en vous.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Une importante décision à prendre risque de vous peser. Il faut bien mesurer toutes les possibilités de vous en sortir avec panache. Vos chances subissent une certaine érosion provenant des circonstances actuelles difficiles.

Capricorne 22-12 au 20-01

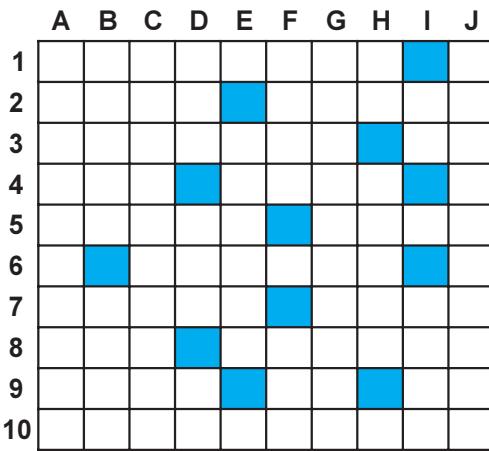
La chance sera tout prêt de vous. Il serait bon d'en profiter pour essayer encore une tentative hardie auprès d'une personne qui pourrait vous être favorable.

Verseau 21-01 au 18-02

Vous aurez la tentation de vous investir dans une affaire que vous cerner mal. Votre hésitation à prendre une décision immédiate vous rend un grand service car ce n'était pas gagné d'avance.

Poissons 19-02 au 20-03

Vous aurez le moral des vainqueurs. Les circonstances du moment vous seront largement favorables.

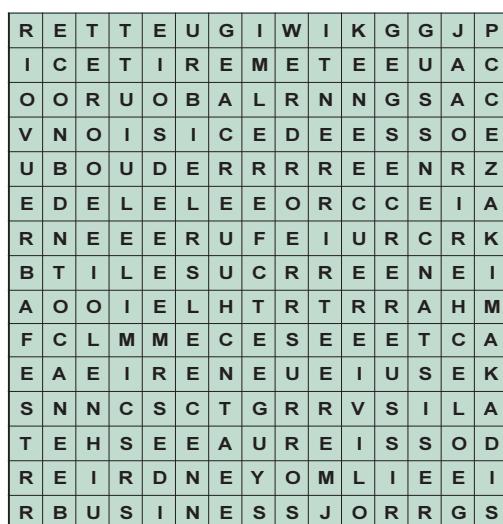


## Horizontalement:

- Saut de danse.
- Purée, ils sont cassés ! Chaussée simplement.
- Le gros de la troupe. Groupe de nation unie.
- N'importe qui est son homme. Bac technique.
- Faire le beau. Entamer.
- Pas du tout empêtrés.
- Poisson d'eau douce. De piété comme ma tante !
- Cours d'histoire. Pris du volume.
- Ils font ça à deux et à plusieurs. Reçu cinq sur cinq ! Coquille de noix.
- Poussée.

## Verticalement:

- Poussé.
- Une âme qui s'attache à notre âme et la force d'aimer. Mal équipé.
- Support élastique.
- Trois sur quatre ! Tour d'attache. Note.
- Dégénérées.
- Coque verte. Fit un malheur.
- Durant une paye ! Lanthanide.
- Envolée.
- Pronom. Est à diviser par mille fois mille ! Tranche d'âge.



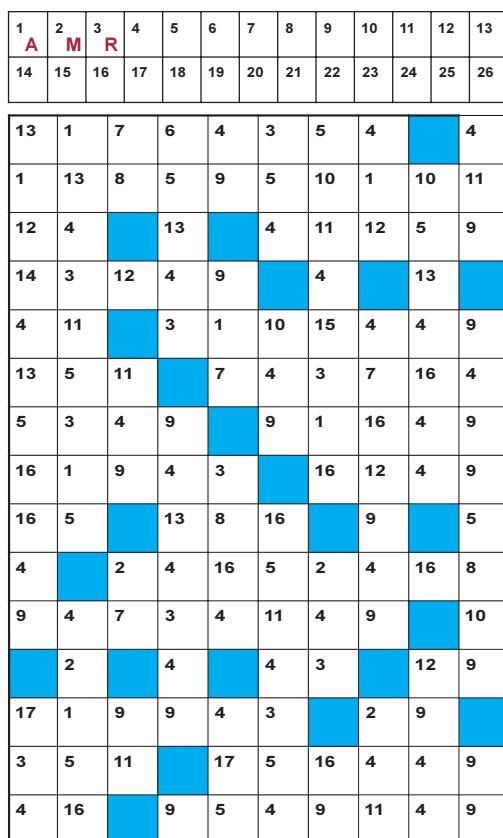
ABREUVOIR – BISSECTRICE – BOUDER – BUSINESS – CASE – CHERIR – CONCURRENCER – DECISION – DETESTER – DOSSIER – ECOLE – FOIE – FULMINER – GENDRE – GENEREUSEMENT - GEOLE – GUETTER -JOUTE – JUGER- KAMIKAZE – KIWI – LABOUR – MERE – MOYEN - NAGUERE – NOCE – OLIVIER – ORDRE – PASSER – RECHERCHER – RESISTANCE – REUSSIR – SALIERE – SIDA – TEMERITE – UREE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est une incisive, canine ou molaire.

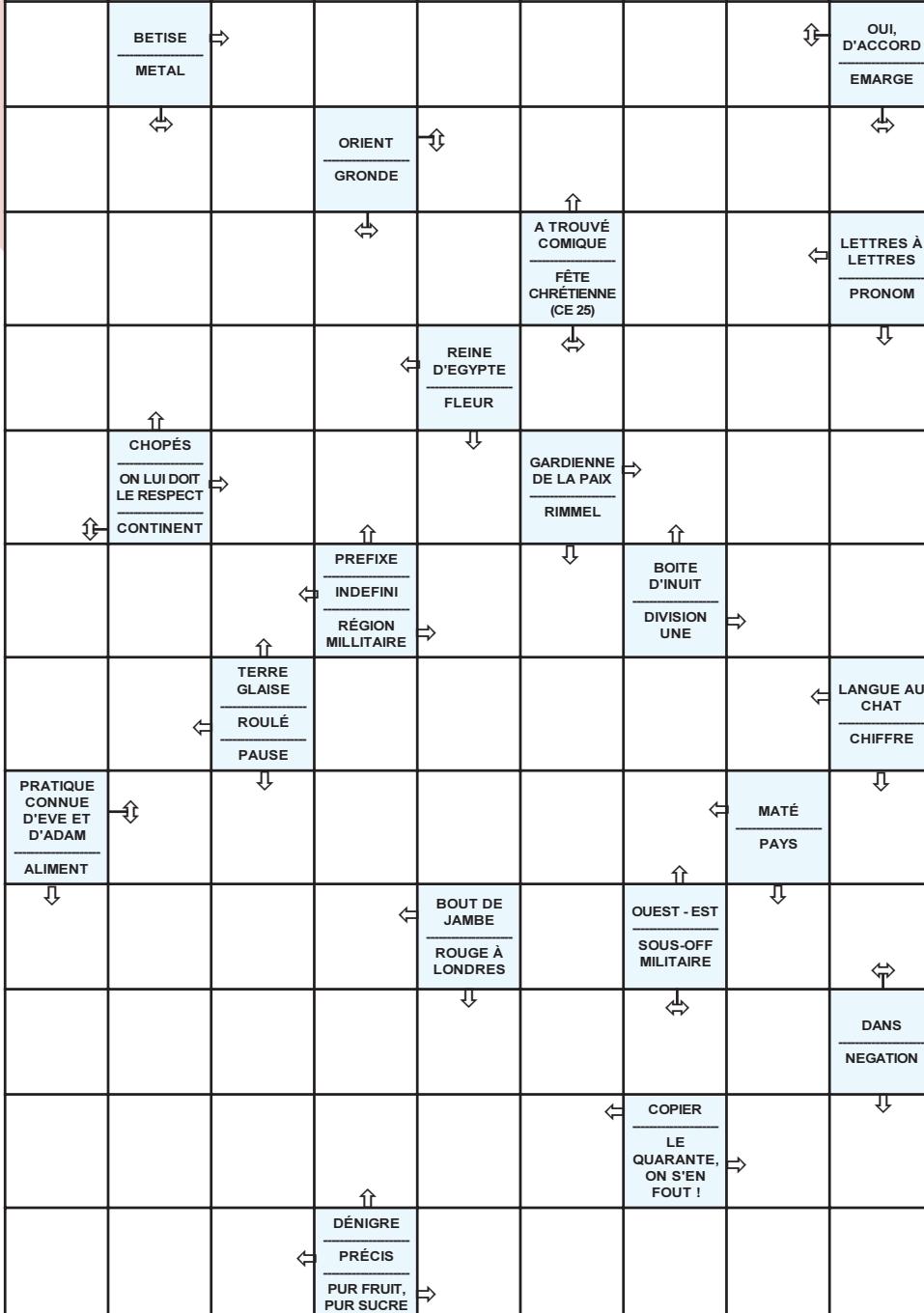
- Mon 2e fait pareil.

Mont tout est un tissu ajouré.



## Jeux proposés par Chérifa Benghani

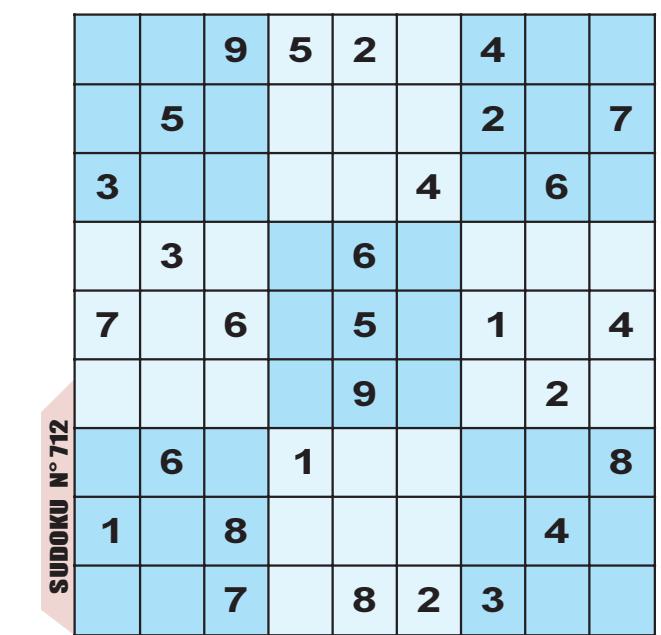
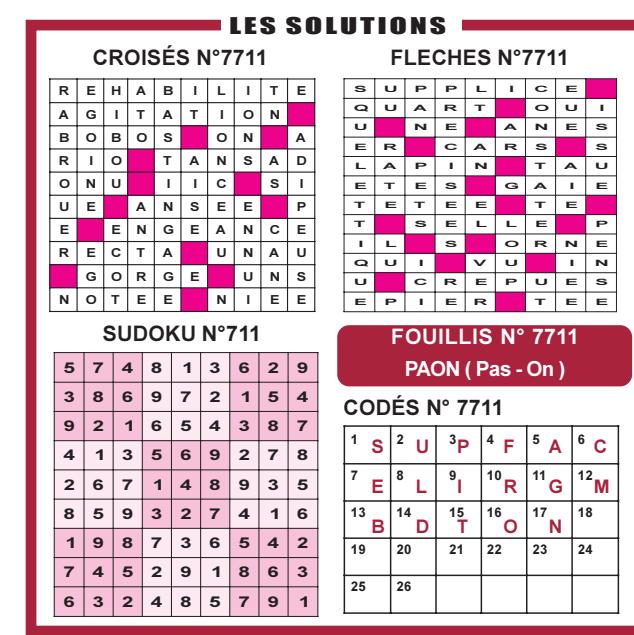
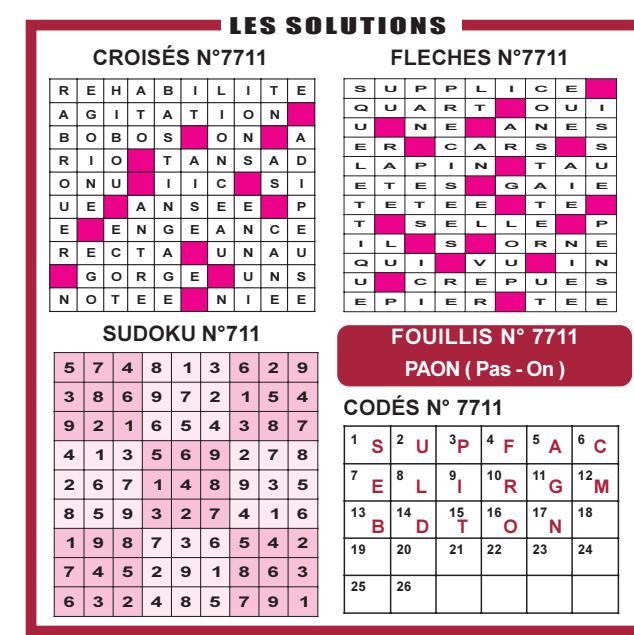
FLÉCHES N°7712



FOUILLYS N°7712



CODÉS N°7712



## Burkina: trois gendarmes tués par l'explosion d'un engin artisanal

Trois gendarmes burkinabé ont été tués dimanche dans une attaque à l'explosif à Gomboro, localité située dans la région de la boucle du Mouhoun (nord-ouest du Burkina Faso), a-t-on appris de sources sécuritaires. «Une patrouille de gendarmerie a été la cible d'une attaque à l'engin explosif ce dimanche matin sur l'axe Gomboro-Garkéré», a indiqué une source sécuritaire. «Le bilan (de l'attaque) est de trois éléments tués et trois autres blessés qui ont été évacués pour une prise en charge», a ajouté cette source, précisant qu'une opération de ratissage était en cours dans la zone. «Deux gendarmes sont morts et quatre ont été blessés sur le coup. C'est plus tard qu'un des blessés a succombé», a expliqué une autre source sécuritaire, confirmant cette attaque. Les attaques avec des engins improvisés se sont multipliées depuis 2018 au Burkina, coûtant la vie à près de 150 personnes, selon un décompte de presse. Ces attaques sont souvent couplées à des embuscades. Quatre militaires burkinabé avaient été tués et huit blessés au début du mois dans deux explosions de bombes artisanales au passage de leurs véhicules dans le Nord.

## Syrie: une mutinerie dans une prison

Les forces kurdes en Syrie ont mis fin lundi à une mutinerie de détenus accusés d'appartenance au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech), ayant eu lieu la veille dans une prison du nord-est du pays, ont-elles annoncé dans un communiqué.

Les tensions ont éclaté dimanche dans la prison de Ghouiran, dans la ville de Hassaké (nord-est syrien), où sont détenus près de 5.000 prisonniers «de différentes nationalités» et soupçonnés d'affiliation à l'EI. «La situation dans la prison est totalement sous contrôle», ont indiqué lundi dans un communiqué les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition dominée par les combattants kurdes. Le communiqué assure que des «terroristes de l'EI détenus» avaient réussi à arracher les portes de leurs cellules et à «prendre le contrôle du rez-de-chaussée de la prison». Des forces anti-terrorisme rattachées aux FDS «sont directement intervenues, ont mis fin à la mutinerie et ont sécurisé le centre» de détention, selon le texte. «Aucune évasion de détenus n'a eu lieu», assure le communiqué.

# Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

## Le pétrole au plus bas depuis 2002



Le prix du baril de Brent a chuté lundi en début d'échanges sur le marché londonien à 22,79 dollars, son plus bas niveau depuis 2002, impacté par la pandémie de coronavirus ayant provoqué une baisse conséquente de la demande mondiale d'or noir.

Vers 10H25 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 22,79 dollars à Londres, en baisse de 8,54% par rapport à la clôture de vendredi, un niveau plus vu depuis la fin de l'année 2002. A New York, le baril américain de WTI pour mai perdait 5,76%, à 20,27 dollars, après avoir fait une incursion sous la barre des 20 dollars. Depuis le début de l'année, les deux

cours de référence ont quasi-ment été divisés par trois. La demande de brut a subi directement la crise sanitaire et les mesures mises en place par les Etats pour enrayer la propagation du virus, limitant les déplacements des marchandises et des personnes.

Plus de 3,38 milliards de personnes sont ainsi appelées ou astreintes par leurs autorités à rester confinées chez elles, soit environ 43% de la population mondiale. Pendant ce temps, l'Arabie saoudite a annoncé lundi son intention de porter ses exportations pétrolières au niveau record de 10,6 millions de barils par jour (mbj) en mai, en pleine guerre des prix avec la Russie. «Le royaume a l'in-

tention d'augmenter ses exportations pétrolières de 600.000 barils par jour à partir de mai, ce qui portera ses exportations (totales) à 10,6 mbj», a indiqué un responsable du ministère de l'Energie, cité par l'agence officielle SPA.

Pour sa part, le président américain Donald Trump a annoncé lundi qu'il échange-rait ce même jour avec son homologue russe Vladimir Poutine sur le cours du pétrole. «La Russie et l'Arabie Saoudite se battent et ils ont fait chuter le prix du pétrole», «et juste après cette conversation je vais parler à un monsieur nommé Vladimir Poutine», a-t-il dit à la chaîne américaine Fox News.

## Afghanistan: une vingtaine de morts dans des attaques des talibans

Une vingtaine de policiers, soldats et miliciens pro-gouvernementaux ont été tués dans deux assauts des talibans, ont indiqué lundi des responsables, alors que Kaboul et les insurgés se préparent à des discussions inédites afin de définir l'avenir du pays en guerre depuis 40 ans. Dans la province de Takhar (Nord-Est), "les talibans ont attaqué plusieurs postes de police et la maison du chef de police du district", a déclaré à l'AFP Khalil Assir, le chef de la police de la province. Six soldats ainsi que 13 policiers et miliciens anti-gouvernementaux ont été tués dans l'assaut qui a duré cinq heures, a-t-il précisé. Un mariage était en cours dans la maison du chef de police mais "la police l'a bravement défendue et empêché les talibans d'atteindre la célébration", en tuant certains, a ajouté M. Assir. Selon Mohammad Azam Afzali, un membre du conseil de la province, 17 policiers et miliciens ont été tués par les insurgés, qui ont capturé plusieurs avant-postes. Dimanche soir, six soldats ont été tués dans une autre attaque des rebelles.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### A L'OMBRE DES MURS

ressac d'une politique d'habitat avec les effluves d'un environnement débridé ? Nous imaginons le ricanement des jeunes et des moins jeunes forcés par l'exode à s'abriter dans les masures des quartiers qui n'ont de populaire que l'énoncé. Le confinement devient infini, lui qui n'avait d'abri que les cafés ou l'ombre des murs sur lesquels les cris du cœur sont gravés.

Le chômage, la débrouille et même les larcins n'ont plus de nature, sinon que leurs racines se décortiquent de jour et de nuit pour effacer la moindre explication sur l'existence et que l'on comprendne finalement ce qu'est la survie.

C'est vrai que ce salopard de virus, bien qu'invisible et ingénieusement en péril entre les aortes et les veines, fait revenir et incruste dans les esprits les sataniques reflets des cieux passés d'Hiroshima et de Nagasaki. La pestilence des effets s'amplifie et le monde entier se surprise à ne pas savoir de quoi demain sera fait. Même les bouées pour un sauvetage en mer sont suspectées et boudées par les désespérés.

Pour tourner le dos au pessimisme, l'optimisme pourrait crier haro pour dissiper la désespérance figée. Mais cet optimisme n'a raison d'être que si la lutte contre la fatalité est engagée et que si pour une fois le monde entier s'interroge avec humanisme sur le pourquoi de son insistance à toujours conjuguer les confinements.

## L'hôtel Ritz de Londres vendu à un investisseur qatari

Le Ritz de Londres, célèbre hôtel de luxe, a été vendu à un investisseur du Qatar par les richissimes frères Barclay qui se déchirent autour de cette cession dont le montant est proche de 800 millions de livres (900 millions d'euros). La vente a été annoncée par le cabinet d'avocats britannique Macfarlanes qui a conseillé l'investisseur qatari, dont le nom n'a pas été révélé. «C'est un privilège de devenir le nouveau propriétaire de l'emblématique hôtel Ritz et d'avoir l'occasion de perpétuer son style et ses traditions», a déclaré un porte-parole du mystérieux acquéreur, dans un message relayé par Macfarlanes vendredi. Le Ritz, situé sur Piccadilly au cœur de Londres, est l'un des palaces les plus prestigieux de la capitale britannique. Il compte 130 chambres, allant de 650 livres la nuit à plus de 6.000 livres pour la plus grande suite.

Le porte-parole explique que la priorité est d'aider le personnel, fort de 450 employés, de cet hôtel fondé en 1906 et de rouvrir les portes de l'établissement le plus vite possible une fois la pandémie de coronavirus terminée.

### — Communiqué de presse —

#### Djezzy livre les équipements médicaux au ministère de la Santé



Après avoir procédé à leurs achats, Djezzy a remis la totalité des équipements médicaux destinés à accompagner les malades gravement touchés par le Covid-19 au Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière. Il s'agit de respirateurs de réanimation mobile, de respirateurs portables, de lunettes de protection et de moniteurs de surveillance.

Djezzy avait annoncé vendredi dernier avoir débloqué une enveloppe de 42 millions de dinars pour l'acquisition de matériels médicaux destinés aux hôpitaux pour contribuer à la mobilisation nationale de lutte contre la propagation de la pandémie dans le pays.

En tant qu'entreprise citoyenne, Djezzy s'est mobilisé dès les premiers jours pour se joindre aux efforts déployés par le Gouvernement et la société civile pour lutter contre le Covid-19. Accès gratuits au numéro vert (3030) ainsi qu'au site web du Ministère de la Santé, lancement d'une campagne de communication pour participer à la sensibilisation et à la prévention, accès gratuit à Facebook Flex et acquisitions de matériels médicaux, Djezzy demeure engagé à poursuivre sa contribution et prendre toute initiative supplémentaire au programme national de lutte contre la propagation du coronavirus.